

Colloque international « L'Autre Printemps » - 21/22  
novembre 2008. Annexes  
*Dossier documentaire*

## **1. Le PCB et le Printemps – L'intervention**

2008, 15 pages

Article disponible en ligne à l'adresse :

---

<[http://www.carcob.eu/IMG/pdf/autre\\_printemps\\_-\\_1\\_pcb\\_et\\_printemps\\_intervention.pdf](http://www.carcob.eu/IMG/pdf/autre_printemps_-_1_pcb_et_printemps_intervention.pdf)>

---

Pour citer cet article :

---

**Référencement** : « 1. Le PCB et le Printemps – L'intervention », in *Colloque international « L'Autre Printemps » - 21/22 novembre 2008. Annexes. Dossier documentaire*, Bruxelles, CARCoB, 2008, [en ligne], < [http://www.carcob.eu/IMG/pdf/autre\\_printemps\\_-\\_1\\_pcb\\_et\\_printemps\\_intervention.pdf](http://www.carcob.eu/IMG/pdf/autre_printemps_-_1_pcb_et_printemps_intervention.pdf) >, (date de consultation).

---

**PCB Informations, 22-08-1968**

## **TCHÉCOSLOVAQUIE : Lettre ouverte du Parti Communiste de Belgique**

**aux partis communistes de l'URSS,  
Bulgarie, Hongrie, Pologne et RDA**

Chers camarades,

Nous vous adressons cette lettre avec le souci de défendre la cause de tous les communistes, de développer le socialisme, la démocratie, l'internationalisme prolétarien et l'unité du mouvement communiste international.

Nous ne pouvons approuver l'intervention militaire qui a été déclenchée en Tchécoslovaquie. Cette position est le résultat d'une analyse de la situation basée sur les nombreuses informations qui sont actuellement en notre possession.

Nous savons fort bien que dans le cours du développement de la démocratie politique qui s'est produit en Tchécoslovaquie depuis quelques mois, les éléments hostiles au socialisme, les ennemis des travailleurs, les agents d'officines impérialistes liées à l'OTAN, ont déployé des activités dans le but d'affaiblir l'unité des pays socialistes, de porter atteinte aux conquêtes socialistes en Tchécoslovaquie, et d'y restaurer le capitalisme.

Mais la question capitale qui se posait et qui se pose encore c'est de savoir comment prendre les mesures efficaces capables de mobiliser les forces démocratiques, d'organiser la solidarité ouvrière en Europe autour des travailleurs et des démocrates de Tchécoslovaquie.

Nous avons déclaré dès le début de juillet que nous assurons le Comité Central du Parti Communiste Tchécoslovaque de notre solidarité dans sa lutte contre les forces réactionnaires, pour le développement de la démocratie socialiste.

Nous avons soutenu la proposition du Parti Communiste Français qui souhaitait une réunion des partis communistes et ouvriers de toute l'Europe. Nous vous prions de considérer que la cause du socialisme et de la paix manquera de forces importantes, si la classe ouvrière des pays d'Europe occidentale en particulier ne trouve pas dans la politique menée par votre parti des raisons claires de vous soutenir dans les initiatives favorables à la paix que vous prenez d'autre part.

Nous ne considérons pas comme un mal nécessaire le déferlement actuel de la propagande bourgeoise dirigée contre les pays socialistes et contre l'Union Soviétique en particulier. Or, dans le cas présent, vous avez donné l'impression d'agir comme s'il était devenu impossible d'espérer les changements politiques qui permettraient d'aboutir au démantèlement des blocs militaires et au désarmement. Nous sommes bien placés pour vous dire qu'une telle pratique renforce les ultras de l'OTAN et tous leurs soutiens, y compris en Belgique, alors que ceux-ci sont les premiers responsables des difficultés qui subsistent en Europe et dans le monde.

Voilà quelques réflexions que nous croyons nécessaire de vous faire connaître immédiatement. Nous étions convaincus, après les réunions de Cierna et de Bratislava, que les pays socialistes avaient démontré leur capacité de régler leurs différends selon des règles de négociation d'un type supérieur. Nous ne comprenons pas pourquoi vous avez effectué un tel tournant, et nous souhaitons que vous donniez au mouvement ouvrier les explications convaincantes auxquelles il a droit.

Nous considérons que plus tôt vos troupes pourront être retirées du territoire tchécoslovaque, mieux cela vaudra.

Nous sommes fermement décidés, quant à nous, à poursuivre notre lutte contre les forces réactionnaires de notre pays, qui soutiennent l'agression américaine au Vietnam, et auxquelles nous dénonçons tout droit de se poser en champions de la démocratie, de la souveraineté des peuples, et de la paix.

**LE BUREAU POLITIQUE DU PARTI COMMUNISTE DE BELGIQUE.**  
Bruxelles, le 21 août 1968.

## L'intervention en Tchécoslovaquie

Le Drapeau Rouge, 23-08-1968

# Pourquoi nous n'approuvons pas

L'INTERVENTION des troupes soviétiques et de quatre autres pays du pacte de Varsovie en Tchécoslovaquie a provoqué dans le monde entier le mécontentement le plus vif. Personne sans doute ne sera dupe de vertueuses indignations manifestées au sein de la sécurité par les Etats-Unis, ni on sait comment ils respectent au Vietnam ou à Saint-Domingue le droit des peuples à la libre disposition, par Grande-Bretagne ou la France, dont l'histoire coloniale est on ne peut us édifiante à ce sujet, ou par le Paraguay, l'une des plus féroces dictatures d'Amérique latine. Et en va de même sur le conseil de l'OTAN ou pour le gouvernement Eyskens qui, comme ses prédécesseurs, soutient l'agression américaine au Vietnam.

Mais l'intervention militaire en Tchécoslovaquie a également provoqué de vifs remous dans l'opinion démocratique et dans le mouvement communiste international. Outre la Yougoslavie et la Roumanie, les partis communistes français et italien ont, notamment, comme notre parti, désapprouvé cette intervention.

Et comment pourrait-il en être autrement ? Les réunions de Clermont et de Bratislava avaient montré la voie à suivre pour régler les divergences et les différends qui peuvent surgir entre pays socialistes, entre partis communistes : les discussions et les négociations bilatérales ou multilatérales, menées dans la franchise et le respect tant de l'internationalisme prolétarien que de l'indépendance et de l'égalité de chaque partie en cause. Sans doute, les divergences n'étaient-elles pas pour autant surmontées. L'URSS

et les quatre autres pays socialistes qui avaient participé à la réunion de Varsovie — la Bulgarie, la Hongrie, la Pologne et la République démocratique allemande — continuaient à exprimer la crainte que les forces antisocialistes et impérialistes ne profitent du processus de démocratisation en Tchécoslovaquie pour remettre en cause le régime socialiste dans ce pays et, par là même, l'intégrité de la communauté socialiste et la sécurité de tous ses membres.

### DEUX ASPECTS

Certes, les agissements des ennemis, intérieurs et extérieurs, du socialisme étaient réels. Et les dirigeants tchécoslovaques ne les ignoraient pas. Mais le problème était et est précisément de savoir comment y faire face, comment les affronter.

Autrement dit, c'est tout le problème du rôle dirigeant du parti communiste qui était en jeu. Non pas la nécessité de ce rôle dirigeant, qu'aucun communiste ne met en cause, mais la manière de l'exercer. Aux méthodes administratives et à la coercition, qui avaient cours sous Novotny, la nouvelle direction tchécoslovaque, issue des instances régulières du parti et de l'Etat, entendait substituer un développement de la démocratie socialiste de telle sorte que le parti communiste joue son rôle dirigeant par la justice de sa politique, par l'action de toutes ses organisations et de tous ses membres à tous les échelons de la vie du pays.

Et si certains éléments antisocialistes ont pu effectivement profiter de cet élargissement de la démocratie socialiste pour dire tout haut ce qu'ils chuchotaient auparavant, cet aspect négatif des choses était largement contrebalancé par le prestige accru du parti communiste et de ses dirigeants, par la vie politique beaucoup plus libre que se développait dans le pays, par l'attachement manifesté par la grande majorité de la population aux institutions socialistes en cours de rénovation.

Face aux manœuvres des ennemis du socialisme, il fallait, pensons-nous, être confiant au parti communiste et à la classe ouvrière de Tchécoslovaquie, qui ont réagi à plusieurs reprises et ce devraient nous encourager leur maturité politique, et leur apporter un soutien inébranlable. Et cela d'autant plus que le succès de la démocratisation socialiste entreprise en Tchécoslovaquie ne pouvait qu'être bénéfique pour toute la communauté socialiste et pour l'ensemble du mouvement communiste international.

### DES PROBLEMES FONDAMENTAUX

Telle n'a pas été la voie choisie. Et c'est pourquoi le Parti communiste de Belgique, qui avait assuré le mois dernier le Parti communiste tchécoslovaque de sa solidarité dans sa lutte contre les forces réactionnaires et pour l'épanouissement de la démocratie socialiste, et qui avait renouvelé publiquement cette solidarité après la réunion de Varsovie, ne peut approuver l'intervention militaire en Tchécoslovaquie.

Cette intervention ne résoudra pas les problèmes en Tchécoslovaquie. Elle désorientera et affaiblira en le divisant le mouvement ouvrier et démocratique. Et en donnant aux forces réactionnaires dans le monde l'occasion de relancer un climat de guerre froide et de redoubler d'antisovétisme et d'anticommunisme, elle ne servira pas la cause de la paix et du socialisme. C'est pourquoi notre parti considère que plus tôt les troupes qui sont intervenues en Tchécoslovaquie pourront en être retirées, mieux cela vaudra. En affirmant sans ambiguïté cette position, les communistes belges n'entendent ni rompre les liens fraternels qui les unissent à l'Union soviétique et à son parti communiste ni réduire de quelque manière que ce soit la lutte qu'ils mènent avec toutes les forces ouvrières et démocratiques contre la réaction, l'impérialisme et leurs alliés, aux côtés de l'URSS et des autres pays socialistes.

Mais ce qui se passe aujourd'hui en Tchécoslovaquie repose avec plus de force que jamais le problème de l'unité de la communauté socialiste et du mouvement communiste international sur la base de l'indépendance et de l'égalité de toutes leurs composantes, en même temps que le problème du développement et de l'approfondissement de la démocratie socialiste qui sont des problèmes fondamentaux du communisme contemporain.

S. NUDELHOLE

## Avec sang-froid, déjouer les manœuvres réactionnaires

Le Bureau politique du Parti communiste a donné dans la lettre aux comités centraux des partis frères de l'Union soviétique, de la Bulgarie, de la Hongrie, de la Pologne et de la République démocratique allemande son opinion sur l'intervention militaire qu'ils ont effectuée en Tchécoslovaquie.

Il ne peut approuver cette décision basée sur une vue pessimiste de la capacité de la classe ouvrière et des communistes tchécoslovaques à vaincre les forces réactionnaires tchécoslovaques aidées par les puissances et les forces impérialistes internationales et aussi sur une vue pessimiste de la capacité des forces démocratiques et ouvrières des pays capitalistes à mettre en échec les épreuves impérialistes qui organisent obstinément la guerre et la répression des luttes de tous les peuples et des travailleurs pour la liberté, la démocratie et une société nouvelle, socialiste, généreuse et humaine.

Le mouvement ouvrier belge et les communistes en particulier se trouvent donc devant une tâche difficile. Celle qui consiste à ne pas permettre que les ennemis des travailleurs, les va-t-en-guerre, les massacreurs du Vietnam et d'autres peuples qui luttent pour sortir de l'oppression impérialiste profitent des événements pour diviser et affaiblir les forces ouvrières, démocratiques et de paix.

A cet égard les extraits ci-dessous du commentaire du journal « La Wallonie » nous paraissent devoir être médités :

« Ici, où nous avons, depuis les premières heures du printemps de Prague, essayé d'être objectifs mais souvent aussi de mettre en garde nos amis tchèques contre le danger des pêcheurs en eau trouble et de bons apôtres trop heureux de pouvoir donner des coups bas au socialisme quel qu'il soit, nous sommes bien placés pour déplore ce qui vient de se passer à Prague. Désormais, en effet, il sera difficile aux amis de la paix et du socialisme de dénoncer encore les attitudes des impérialistes ou ce soit en Amérique latine ou ailleurs. Que pourrai-

on répondre en effet si, exécutant eux aussi la demande de citoyens cubains, la marine ou l'aviation américaine s'avisait de rétablir un ordre qualifié lui aussi de démocratique à La Havane ? »

« En plus de la brutalité du procédé il faut déplorer les conséquences internationales de cette politique. Les adversaires de la détente vont triompher. On risque de revenir quelques années en arrière. La guerre froide sera bénie par ceux qui en ont longtemps bénéficié... »

Et la conclusion qui sans répondre pour le moment à la question qu'elle pose... « N'est-ce pas, dès lors, dans cette Europe occidentale, si petite, si minime, si houleuse, si méprisée, que doivent jaillir, à l'occasion du drame tchèque, les résolutions définitives qui doivent assurer au socialisme sa suprématie... »

est une invitation aux travailleurs de notre pays et des autres Etats capitalistes à intervenir. Non pour s'incliner devant l'utilisation antisocialiste des événements tchécoslovaques mais pour entreprendre de porter des coups au système capitaliste qui offrirait aux pays socialistes des conditions nouvelles qui les aideront à éviter de commettre d'aussi tragiques erreurs.

Le journal « Le Peuple » prend quant à lui des positions infiniment moins responsables. En s'employant à minimiser les réactions des partis communistes des pays capitalistes et notamment en tronquant scandalement la lettre du Bureau politique du Parti communiste de Belgique, il n'a pas un mot pour prendre ses distances envers les ennemis des travailleurs. Albert Houssiaux dans son éditorial regrette l'impuissance de « l'Ouest ». Faudrait-il pour lui que les troupes américaines et de l'OTAN interviennent ? Pour donner la « liberté » à la Tchécoslovaquie et y rétablir le régime capitaliste ? Car qui peut douter que les USA et l'OTAN pourraient faire autre chose. Sans compter qu'une telle action jetterait le monde dans la guerre.

Par ailleurs, nous trouvons indécrot et déplacé le coup de patte que « Le Peu-

ple » donne à la République démocratique du Vietnam à cette occasion.

Pour notre part nous déplorons d'autant plus ce qui se passe en Tchécoslovaquie que par ailleurs le soutien généreux de l'URSS et des autres pays socialistes, ainsi d'ailleurs que la solidarité agissante des travailleurs et des démocrates du monde y compris aux Etats-Unis aide le peuple vietnamien à se défendre victorieusement face à l'agression des impérialistes américains.

Tout en exprimant clairement leur opinion, les organisations ouvrières n'ont nul intérêt à hurler avec les loups. Ainsi quand « Le Peuple » publie ses commentaires et sans polémiques, les réflexions d'Eyskens, il nous prépare à de mauvais coups des forces réactionnaires belges dont l'aggravation des dépenses militaires à laquelle pense déjà Eyskens ne constitue qu'un évent-gout.

Faut-il dire que si nous prenons les journaux de la bourgeoisie, nous trouvons assez aisément les prémices d'une campagne contre les aspirations et les luttes du mouvement ouvrier BELGE à la faveur de la crise grave actuelle ?

Un seul exemple : « Le Libre Belgique » titre son commentaire « l'impossible liberté ». Elle s'applique benoîtement sur la Tchécoslovaquie y compris sur le drame effreux de l'occupation nazie qu'elle a contribué à imposer à ce pays en approuvant chaleureusement l'odieux accord de Munich signé entre Hitler et les puissances capitalistes occidentales. Elle entreprend en outre de diviser les forces ouvrières du pays et de jeter le doute dans le régime socialiste qui serait la négation de la liberté par lequel elles remplacent le régime capitaliste.

Nous reviendrons sur l'utilisation que compte faire la bourgeoisie des événements tchécoslovaques. Notamment à propos d'un faux crapuleux à l'aide duquel des provocateurs tentent de déchaîner des violences contre les militants communistes légitimes.

Marcel LEVAUX.

PCB Informations, 24-08-1968

## Réactions internationales après l'intervention en Tchécoslovaquie

### TITO : UN COUP SEVERE AUX FORCES SOCIALISTES

Dans une déclaration à l'agence Tanyoug, le président Tito a dit notamment :

« L'entrée en Tchécoslovaquie d'unités militaires étrangères, sans que le gouvernement légitime de ce pays l'ait sollicitée ou approuvée, nous touche profondément. La souveraineté d'un pays socialiste a été violée, et un coup sévère a été porté aux forces socialistes et progressistes dans le monde. »

« Les décisions prises en commun par les Six à Bratislava ont été annulées unilatéralement et des mesures ont été prises qui, à longue échéance, auront des effets très négatifs sur le mouvement révolutionnaire dans le monde tout entier. »

« Pendant que je me trouvais à Prague et au cours de mon entretien avec les dirigeants tchécoslovaques, avec ou Bilo Alexandro

### LE PARTI COMMUNISTE BRITANNIQUE : RETRAIT DES TROUPES

Le Parti communiste britannique a publié une déclaration disant notamment :

« Nous avons clairement fait savoir dans nos précédentes déclarations que les divergences entre partis communistes devraient être résolues par la discussion, sur la base de la confiance mutuelle et, lorsque des pays socialistes sont concernés, en respectant la souveraineté de ces pays. »

« Quelles que soient les divergences de vues qu'il puisse y avoir parmi les pays socialistes à propos des développements en Tchécoslovaquie, une intervention militaire est, à notre avis, complètement injustifiée. »

« Nous considérons que le moyen de défendre le socialisme et de repousser l'impérialisme, est d'établir une coopération mutuelle et volontaire entre les Etats socialistes et les partis communistes, basée sur la souveraineté nationale et l'autonomie de chaque parti et de chaque gouvernement. »

« Nous exprimons l'espoir qu'un accord interviendra sur le retrait immédiat de Tchécoslovaquie des troupes des cinq pays... »

Une réunion d'urgence du Comité exécutif du Parti communiste britannique aura lieu ce samedi.

Les partis communistes d'Autriche, de Suisse et de Suède ont également désapprouvé l'intervention en Tchécoslovaquie qui a par contre été approuvée par le Nord-Vietnam et les partis communistes des Etats-Unis, du Chili et du Luxembourg.

Dubcek, j'ai acquis la conviction qu'il avait été décidé de prévenir toute tentative des éléments anti-socialistes d'entraver la progrès nor-et les partis communistes des Etats-Unis, du Chili et du Luxembourg, mal de la démocratie et du socialisme en Tchécoslovaquie. »

« Je pense — et c'est également l'avis des autres camarades du présidium (de la Ligue des communistes de Yougoslavie) — que chez nous, nous devons préserver la paix et le calme et que, par conséquent, nous ne devons tolérer aucune démonstration ni aucune provocation, a encore déclaré le président de la Ligue. »

« Notre classe ouvrière et notre peuple, dans leur ensemble, ont, en effet, de nombreuses autres possibilités pour exprimer leur indignation contre des actes tels que ceux auxquels nous assistons. »

### LUIGI LONGO A RENCONTRE WALDECK ROCHET

Rencontré de Moscou à Rome, Luigi Longo, secrétaire général du Parti communiste italien, a fait escale jeudi à Paris où il s'est entretenu avec Waldeck Rochet, secrétaire général du Parti communiste français, en présence d'autres dirigeants des deux partis.

A l'issue de ces entretiens, Luigi Longo a fait à la presse la déclaration suivante :

« Dans la rencontre que nous avons eue avec le camarade Waldeck Rochet et autres dirigeants du Parti communiste français, nous avons pu constater une substantielle convergence d'opinions et d'appréciations entre nos deux partis à propos des récents événements de Tchécoslovaquie. »

« Cette convergence résulte d'ailleurs déjà des communiqués des bureaux politiques de chacun des deux partis. A notre avis, nos positions ont pour base un fort sentiment internationaliste et reposent sur la reconnaissance de l'autonomie de chaque parti et sur le respect de l'indépendance de chaque nation. »

« Notre rencontre s'est déroulée dans l'esprit d'étroite collaboration entre le Parti communiste italien et le Parti communiste français. C'est du reste dans cet esprit que nous avons adhéré immédiatement, il y a quelques semaines, à la proposition que les camarades français avaient faite d'une rencontre entre les partis communistes d'Europe. »

« En conclusion, je pense que nous avons eu un échange d'opi-

### CEAUCESCU : UNE GRANDE ERREUR

Prenant la parole devant quelque dix mille personnes rassemblées devant le siège du Parti communiste roumain pour manifester en faveur de la Tchécoslovaquie, Nicolas Ceaucescu, secrétaire général du parti, a déclaré notamment :

« L'intervention armée en Tchécoslovaquie est une grande erreur et un danger sérieux pour la paix en Europe et pour le socialisme en Europe. Il est difficile de concevoir qu'un Etat socialiste puisse violer la liberté et la souveraineté d'une autre nation socialiste. »

« Il ne peut y avoir de justification, il n'y a aucun motif à une intervention militaire, ni pour une intervention dans les affaires intérieures de la Tchécoslovaquie. Un moyen doit être trouvé pour stopper immédiatement, une fois et pour toutes les interventions dans les affaires intérieures des autres partis

communistes. Cela doit cesser. »

Ceaucescu a aussi annoncé la formation de milices spéciales formées d'ouvriers et d'intellectuels, « pour protéger la sécurité et la liberté de notre pays. »

« Les communistes roumains feront tous leurs efforts pour contribuer à créer des conditions permettant la solution de cette situation », a-t-il conclu.

### PERMISSIONS SUPPRIMEES DANS LA BUNDESWEHR

Ne tenant aucune occasion d'exploiter la situation en Tchécoslovaquie pour relancer la guerre froide, le gouvernement de Bonn a supprimé toutes les permissions pour les 400.000 hommes de la Bundeswehr.

Cette décision provocatrice souligne une fois de plus à quel point la politique du gouvernement de Bonn menace la paix et la sécurité en Europe.

### LE PARTI COMMUNISTE ITALIEN : UNE MESURE INJUSTIFIEE

La déclaration du Bureau politique du Parti communiste italien, dont nous avons fait brièvement état dans « PCB-Informations » du 22 août, constate « la grave situation survenue d'une manière imprévue après l'intervention des troupes soviétiques et d'autres pays membres du pacte de Varsovie en Tchécoslovaquie. »

« Les discussions et les accords de Cierna et de Bratislava, poursuit la déclaration, avaient été salués par les dirigeants du PCI avec une vive satisfaction suivant pleinement l'attente qu'ils avaient formulée de trouver une solution politique aux problèmes soulevés en Tchécoslovaquie et intervenus entre ce pays et les autres Etats socialistes : solution à réaliser dans le respect de l'autonomie de chaque parti et de chaque pays sur la base du développement de la démocratie socialiste (...) en vue de renforcer l'unité du mouvement ouvrier et communiste international. »

« Dans l'état actuel des faits, l'on ne comprend pas comment a pu être prise la grave décision d'une

intervention militaire. Le Bureau politique du PCI considère donc une telle mesure comme injustifiée, incompatible avec les principes de l'autonomie et de l'indépendance de tous les partis communistes et de tous les Etats socialistes. »

« Dans le ferme esprit de l'internationalisme prolétarien et en réaffirmant les liens fraternels qui unissent les communistes italiens à l'URSS et au Parti communiste de l'Union soviétique, le Bureau politique du Parti communiste italien estime de son devoir d'exprimer sur-le-champ son sérieux désaccord. Le Bureau politique laisse le soin à la direction du parti d'examiner d'une manière plus approfondie la situation et de juger de ses conséquences ultérieures ainsi que d'exprimer l'émotion et la très vive préoccupation que ces événements suscitent dans le mouvement ouvrier. Le Bureau politique laisse aussi à la direction le soin de réaffirmer sa propre solidarité avec l'action de rénovation entreprise par le Parti communiste tchécoslovaque. »

**PCB Informations, 27-08-1968**

**Confirmant le désaccord avec l'intervention  
militaire en Tchécoslovaquie,**

## **LE COMITÉ CENTRAL DU P.C.B. ESTIME NÉCESSAIRE UNE SOLUTION RESPECTANT L'INDÉPENDANCE ET L'AUTONOMIE DES PARTIS**

Le Comité central du Parti communiste de Belgique, réuni en session extraordinaire ce samedi 24 août sous la présidence du camarade Jef Turf, a entendu un rapport présenté par le camarade Marc Drumaux, président a.i. du Parti sur les événements de Tchécoslovaquie.

Le Comité central marque son accord complet avec les diverses initiatives prises par le Bureau politique et plus spécialement avec la lettre ouverte envoyée par ses soins dès le 21 août.

Il confirme en conséquence son désaccord avec l'intervention armée en Tchécoslovaquie.

Le rapport présenté a porté à la fois sur un exposé de la situation en Tchécoslovaquie au cours de ces derniers mois, sur les conclusions du rapport présenté par la délégation du Parti qui s'est rendue à Prague du 11 au 14 juin, sur les contacts divers qui ont été pris avec les partis frères sur les positions prises par le Bureau politique du Parti et plus spécialement sur la lettre ouverte adressée le 21 août aux comités centraux des partis de l'URSS, de la Bulgarie, de la Hongrie, de la Pologne et de la RDA.

Le Comité central a procédé également à une première analyse des conséquences que l'intervention militaire en Tchécoslovaquie ne peut manquer d'avoir dans les domaines de la lutte pour la paix et le socialisme.

Le Comité central estime qu'il dispose d'une information suffisante sur la préparation et le déroulement des événements pour pouvoir déterminer une position en pleine connaissance de cause.

Il considère que le respect scrupuleux

de l'indépendance et de l'autonomie des partis est la condition même du renforcement du mouvement communiste international et de la solidarité indispensable entre ses composantes.

Le Comité central estime que dans le moment présent un effort immense doit être entrepris en vue de redresser la situation et de régler par la libre négociation les problèmes posés par la situation en Tchécoslovaquie. L'adversaire de classe, les tenants de l'impérialisme, tous ceux qui depuis des années, soutiennent ouvertement ou hypocritement la politique de force qui a cliché le monde en blocs militaires antagonistes et qui font obstacle à la détente et à l'organisation de la coexistence pacifique saisissent l'occasion présente pour déclencher un furieux assaut anticommuniste et antisoviétique. Nous voyons ceux qui soutiennent les pires actes de l'impérialisme ou qui les couvrent par leur silence complice, essayer de trouver place aux côtés des honnêtes défenseurs de l'indépendance de la Tchécoslovaquie. Le mouvement ouvrier, les forces démocratiques et progressistes de notre pays ne peuvent faire leur jeu.

Ils doivent au contraire se concerter, intensifier leur action, faire jouer le poids de leur influence pour aider à dégager les solutions nouvelles garantissant une paix véritable et mettant fin à l'affrontement des blocs antagonistes.

Le Comité central garde sa totale confiance dans la possibilité d'éviter la guerre et dans la capacité des forces de paix et de progrès de s'unir et de faire pencher la balance en leur faveur.

PCB Informations, 29-08-1968

## Le communiqué des entretiens soviéto-tchécoslovaques

Voici le texte intégral du communiqué sur les entretiens soviéto-tchécoslovaques publié mardi par l'agence soviétique Tass :

Les entretiens soviéto-tchécoslovaques se sont déroulés du 23 au 26 août. Y ont participé du côté soviétique : les camarades L. Brejnev, secrétaire général du CC du PCUS, A. Kossyguine, président du conseil des ministres, membre du Bureau politique du CC du PCUS, N. Podgorny, président du Présidium du Soviet suprême de l'URSS, membre du Bureau politique du CC du PCUS, G. Voronov, membre du Bureau politique du CC du PCUS, président du conseil des ministres de la Fédération de Russie, A. Kirilenko, membre du Bureau politique du CC du PCUS, secrétaire du CC du PCUS, D. Poljanov, membre du Bureau politique du CC du PCUS, premier vice-président du conseil des ministres de l'URSS, M. Soudov, membre du Bureau politique du CC du PCUS, secrétaire du CC du PCUS, A. Cholepino, membre du Bureau politique du CC du PCUS, président du conseil central des syndicats de l'URSS, P. Cholest, membre du Bureau politique du CC du PCUS, premier secrétaire du CC du PC d'Ukraine, K. Katouchev, secrétaire du CC du PCUS, B. Ponomarev, secrétaire du CC du PCUS, A. Gretchko, ministre de la Défense de l'URSS, A. Gromyko, ministre des Affaires étrangères de l'URSS.

La partie tchécoslovaque était représentée par les camarades L. Svoboda, président de la Tchécoslovaquie, A. Dubcek, premier secrétaire du CC du PCT, J. Smrkovsky, président de l'Assemblée nationale tchécoslovaque, membre du Présidium du CC du PCT, O. Cernik, président du gouvernement tchécoslovaque, membre du Présidium du CC du PCT, V. Bilak, membre du Présidium du CC du PCT, premier secrétaire du CC du Parti communiste slovaque, F. Barbirek, membre du Présidium du CC du PCT, vice-président du conseil national slovaque, J. Piller, membre du Présidium du CC du PCT, E. Rigo, membre du Présidium du CC du PCT, J. Spacek, membre du Présidium du CC du PCT, O. Svestka, membre du Présidium du CC du PCT, M. Jakes, président de la Commission centrale de révision et de contrôle du PCT, J. Lenart, membre suppléant du Présidium du CC du PCT, secrétaire du CC du PCT, B. Simon, membre suppléant du Présidium du CC du PCT, G. Husak, vice-président du gouvernement tchécoslovaque, A. Indra, secrétaire du CC du PCT, Z. Mlynar, secrétaire du CC du PCT, le général M. Dzur, ministre de la

Défense nationale de Tchécoslovaquie, B. Kucera, ministre de la Justice de Tchécoslovaquie, et V. Kouckí, ambassadeur de Tchécoslovaquie en URSS.

### Appliquer les décisions de Cierna et de Bratislava

Au cours des conversations qui se sont déroulées dans une atmosphère de franchise et de camaraderie, les deux parties ont examiné les questions concernant l'évolution actuelle de la situation internationale, l'intensification des machinations impérialistes contre les pays socialistes, la situation en Tchécoslovaquie au cours de ces derniers temps et l'entrée temporaire en territoire tchécoslovaque des troupes des cinq pays socialistes.

Les deux parties ont exprimé la ferme conviction mutuelle qu'il convient principalement dans la situation actuelle de mettre en œuvre les décisions conjointes qui ont été prises à Cierna-sur-Ilava et les dispositions et principes formulés par la conférence de Bratislava. Il convient également d'appliquer d'une façon concrète les mesures pratiques découlant de l'accord réalisé au cours de ces pourparlers.

La partie soviétique affirme sa compréhension et son soutien de la position de la direction du Parti communiste tchécoslovaque et de la République socialiste de Tchécoslovaquie, lesquels, à partir des décisions du Plénum et du Comité central du PC tchécoslovaque de janvier, entendent procéder à l'amélioration des méthodes de direction de la société, au développement de la démocratie socialiste et au renforcement du système socialiste sur la base du marxisme-léninisme.

### Pour une normalisation rapide de la situation

Un accord a été réalisé sur les mesures à prendre en vue de normaliser le plus rapidement la situation dans la République socialiste tchécoslovaque. Les dirigeants tchécoslovaques ont informé la partie soviétique des mesures immédiates qu'ils sont en train de prendre à cette fin.

Il a été déclaré par la partie tchécoslovaque que tout le travail des organismes du Parti et de l'Etat sera dirigé, par tous les moyens, vers l'application des mesures effectives en vue d'assurer le pouvoir socialiste, le rôle dirigeant de la classe ouvrière et du Parti communiste, le développement et le renforcement des relations amicales avec le peuple soviétique et toute la communauté socialiste.

Exprimant l'aspiration unanime des peuples soviétiques à l'amitié et à la fraternité avec le peuple de la Tchécoslovaquie socialiste, les dirigeants de l'URSS ont confirmé qu'ils étaient prêts

à poursuivre la coopération la plus large et la plus sincère avec la Tchécoslovaquie en se fondant sur les principes du respect mutuel, de l'égalité, de l'intégrité territoriale, de l'indépendance et de la solidarité socialiste.

Les troupes des pays alliés qui sont entrées temporairement en territoire tchécoslovaque ne s'ingéreront pas dans les affaires de la République socialiste de Tchécoslovaquie. Un accord a été réalisé sur les modalités du retrait de ces troupes de son territoire au fur et à mesure que se normalisera la situation en Tchécoslovaquie.

La partie tchécoslovaque a informé la partie soviétique que le commandant en chef suprême des forces armées tchécoslovaques a donné à ces forces les ordres appropriés en vue de prévenir les incidents et conflits qui pourraient troubler la paix et l'ordre public. Il a également donné des instructions au commandement militaire de la République socialiste de Tchécoslovaquie afin que celui-ci demeure en contact avec le commandement des troupes alliées.

### Pour le renforcement de la solidarité de la communauté socialiste

En ce qui concerne la discussion au Conseil de Sécurité de l'ONU de la prétendue question sur la situation en Tchécoslovaquie, les représentants de la République

socialiste tchécoslovaque ont déclaré que la partie tchécoslovaque n'avait pas demandé l'inscription de cette question au Conseil de Sécurité et qu'elle avait requis son retrait de l'ordre du jour.

Les dirigeants du Parti communiste de l'URSS et ceux du Parti communiste de Tchécoslovaquie ont confirmé leur détermination de promouvoir à l'échelle internationale une politique conforme aux intérêts du renforcement de la solidarité de la communauté socialiste, ainsi que de la paix et de la sécurité internationale.

Comme précédemment l'Union soviétique et la Tchécoslovaquie opposeront une riposte résolue aux forces militaristes, revanchardes et néo-nazies désireuses de remettre en question les résultats de la seconde guerre mondiale, de porter atteinte à l'inviolabilité des frontières actuelles en Europe. Elles ont confirmé à nouveau leur détermination de remplir intégralement les obligations qu'elles ont prises aux termes des accords bilatéraux et multilatéraux conclus entre les Etats socialistes en vue de renforcer la puissance défensive de la communauté socialiste et d'accroître, l'affaiblissement du pacte défensif de Varsovie.

Les conversations se sont déroulées dans une atmosphère de franchise, de camaraderie et d'amitié.

(Les interventions sont de la rédaction.)

## LES CINQ SE SONT RÉUNIS A MOSCOU

Une conférence groupant des représentants des partis communistes et des gouvernements de Bulgarie, de Hongrie, de la RDA, de Pologne et de l'URSS s'est tenue à Moscou, a annoncé mardi l'agence Tass.

Les délégations, venues sur invitation du Comité Central du Parti Communiste et du gouvernement de l'Union Soviétique, étaient composées de :

Todor Jivkov, premier secrétaire du Comité Central du Parti Communiste Bulgare, et B. Velchev, secrétaire du Comité Central.

Janos Kadar, premier secrétaire du Comité Central du Parti Socialiste Ouvrier Hongrois, J. Föck, président du Conseil des ministres, et Z. Komoczin, membre du Bureau Politique et secrétaire du Comité Central.

Walter Ulbricht, premier secrétaire du Comité Central du Parti Socialiste Unifié Allemand, Willy Stoph, membre du Bureau Politique du Comité Central et président du Conseil des ministres, et E. Honecker, membre du Bureau

Politique et secrétaire du Comité Central.

Wladislaw Gomulka, premier secrétaire du Comité Central du Parti Ouvrier Unifié Polonais, Josef Cyrankiewicz, membre du Bureau Politique du Comité Central et président du Conseil des ministres, et Zenon Kliszko, membre du Bureau Politique et secrétaire du Comité Central.

Les délégations de ces pays ont tenu une conférence conjointement avec la délégation du gouvernement et du PCUS, composée de L. Brejnev, secrétaire général du CC du PCUS, de N. Podgorny, membre du Bureau Politique du Comité Central, président du présidium du Soviet Suprême de l'URSS, A. Kossyguine, membre du Bureau Politique du Comité Central, président du Conseil des ministres de l'URSS.

Elles ont eu un échange de vues et ont adopté à l'unanimité une décision relative à la situation en Tchécoslovaquie.

Les délégations des gouvernements et des partis de Bulgarie, de Hongrie, de la République Démocratique Allemande et de Pologne ont quitté Moscou mardi.

PCB Informations, 29-08-1968

## LA VIE DU PARTI..

### A la Fédération bruxelloise

#### CONFERENCE FEDERALE

sur les événements en Tchécoslovaquie le **LUNDI 2 SEPTEMBRE 1968 à 20 h.** chez « Jean PTT », 8, rue de Hollande (près de la gare du Midi) à Bruxelles.

(Cette réunion, convoquée à l'initiative des délégués et militants des secteurs, ne sera accessible qu'aux membres du Parti munis de leur carte.)

#### ASSEMBLEES GENERALES DE SECTION

**ANDERLECHT** : le vendredi 30 août 1968, à 20 h., à la Ville de Bruges, pl. de la Vaillance, avec Louis Van Geyt.

**EVERE** : le mardi 3 septembre, à 20 h., au local habituel « Le Rouffier », avec Gaston Moulin.

**IXELLES** : le mardi 3 septembre, à 20 h., au « Vieil Ixelles », avec Jacques Moins.

**SAINTE-GILLES** : le vendredi 8 septembre, à 20 h., à « La Fontaine », Barrière de Saint-Gilles, avec Jef Turf.

### BRABANT WALLON

**BAISY-THY** : Mercredi 28 août, à 20 h., chez le Cde Haest, 26, rue Fofize, pour les sections du canton de Genappe, avec Jean Duwal.

**NIVELLES** : Jeudi 29 août à 19 h 30, au café du Cdr d'Or, Grand-Place, pour les sections de Nivelles - Braine-l'Alleud - Waterloo, avec Bob Gordenier.

**TUBIZE** : Vendredi 30 août, à 20 h., chez la Cde Gilberto Seys, 96, rue du Pochy, pour les sections de Tubize et Clabecq, avec Augustin Duchateau.

### Ourthe-Ambloève

**SPRIMONT** : Jeudi 29 août à 19 h 30 chez le camarade Labaye, à Dams, avec Adam et Gabriel.

**COMITE FEDERAL**, dimanche 1er septembre à 10 h au local fédéral, 10, rue du Pont à CHANXHE.

### FEDERATION DE NAMUR

**BAS-PRES** : vendredi 30 août à 17 h, au local fédéral, avec René Lonnoy.

**ANDENNE** : vendredi 30 août, à 20 h, au 70, rue Bertrand, avec René Lonnoy.

**FLAWINNE** : dimanche 1er septembre, à 9 h 30, au Café Robert, place de l'Eglise, avec Léon Delhaye.

**NAMUR** : mercredi 4 septembre, à 19 h, assemblée générale de l'intersections, au local fédéral.

Le comité fédéral se réunira le lundi 2 septembre à 19 h, à la Maison du Peuple de Dampremy.

### Aux sections du canton de Wavre

L'assemblée générale se tiendra le lundi 2 septembre prochain à 20 heures au domicile et en présence du camarade Duchateau, membre du Comité central 8, avenue des Villas à Ottignies.

Ordre du jour : les événements de Tchécoslovaquie.

## Le Bureau de la FGTB : LES BLOCS, SOURCE PERMANENTE DE CONFLITS

Le Bureau de la FGTB, réuni le mardi 27 août 1968, sous la présidence de Henri Castiel,

— Approuve et confirme la prise de position du Secrétariat national du 21 août, condamnant sévèrement l'entrée des forces armées soviétiques et de certains autres pays du pacte de Varsovie en Tchécoslovaquie; reprouvant toute intervention étrangère dans la libre détermination par les peuples de l'orientation politique de leurs états respectifs; exprimant sa sympathie au peuple tchécoslovaque, victime d'une agression militaire intolérable.

— Condamne toute ingérence dans les affaires intérieures par des troupes d'occupation.

— Condamne également tout dogmatisme et, en l'occurrence, celui qui va jusqu'à justifier une agression militaire contre un pays ami, allié et dirigé par un parti communiste frère.

Considère que l'évolution des pays vers le socialisme peut se faire dans le respect absolu des libertés fondamentales.

— Demande la libération des personnes arrêtées par une police étrangère au pays.

— La FGTB rappelle qu'elle rejette toute politique de blocs militaires, source permanente de conflits.

## Les jeunes de la marche A.A. : REPROBATION, MAIS PAS D'EQUIVOQUE

Le Comité d'action de la Jeunesse de la Marche antiatomique considère l'intervention militaire en Tchécoslovaquie, de l'Union soviétique et ses alliés comme étant en contradiction avec les droits des peuples à leur libre disposition, à leur souveraineté et à leur indépendance nationale.

Répondant à l'appel du Comité tchécoslovaque de la paix, nous demandons aux gouvernements concernés le retrait de leurs troupes du territoire de Tchécoslovaquie.

Cette intervention militaire peut avoir des conséquences graves pour la coexistence pacifique et pour la paix. Il s'avère aujourd'hui plus indispensable que jamais de poursuivre le combat incessant pour le désarmement, pour la liquidation des pactes militaires et pour une véritable sécurité collective européenne.

Le Comité national exprime le ferme espoir que les négociations en cours à Moscou puissent aboutir à un accord garantissant au peuple tchécoslovaque le libre exercice de ses droits dans le cadre de la paix et la sécurité en Europe.

Le Comité national ne désire pas être confondu dans sa réprobation, avec ceux qui depuis des années soutiennent directement ou indirectement la politique de force qui fait obstacle à la détente.

Il regrette entre autres que le gouvernement belge n'ait pas estimé opportun jusqu'à présent de condamner l'agression des USA au Vietnam, et que la France vienne de procéder à l'explosion d'une bombe «H».

Le Comité national appelle les jeunes à renforcer leur action pour la paix, le désarmement et la sécurité.

## ACEC : la FGTB met en garde contre l'exploita- tion des événements

Le Comité de la délégation ouvrière FGTB des ACEC-Charleroi, réuni le 22 août, ému par l'intervention des armées soviétiques et de certains pays du Pacte de Varsovie en Tchécoslovaquie :

— Exprime sa sympathie au peuple tchécoslovaque victime de cette attitude contraire aux règles du droit international ;

— Désapprouve toute intervention étrangère dans la libre détermination par les peuples de l'orientation politique de leurs Etats respectifs ;

— Réclame des membres du Pacte de Varsovie impliqués le retrait de leurs troupes du territoire tchécoslovaque ;

— Met en garde les travailleurs contre toute exploitation réaction-

## LA VIE DU PARTI

### D'autres assemblées :

#### Courcelles

L'assemblée générale de la section se déroulera le vendredi 6 septembre à 19.30 h au local de la Jeunesse Communiste, 29, rue Janson.

#### MEETINGS

● Le samedi 31 août à 11 h, place de Courcelles-Trieu.

● Le mardi 3 septembre à 18.30 h coin des rues William et Wartenillon et à 19.30 h à la rue des Déportés.

● Le mercredi 4 septembre à 18.30 h Petite Place de Courcelles-Forrière et à 19.30 h carrefour du Trieu des Agneaux.

Orateur : Georges Gilmour, député-échevin.

#### Junet

Assemblée générale de la section le mercredi 4 septembre à 19.30 h chez le camarade Jean Rys, 40 rue de la Station, en présence d'un nombre du Bureau politique.

#### Marcinelle

Assemblée générale le jeudi 29 à 19 h à l'ancien café « Verbist », place aux Haies.

#### Gilly

Assemblée générale le mardi 3 septembre à 19 h chez Roger Nicolas, rue de Soleilmont, 28.

PCB Informations, 29-08-1968

La « suspension de tout contact » ?

## Céder à l'esprit de guerre froide ?

Le Bureau de la FGTB vient de se prononcer sur les événements de Tchécoslovaquie. Il reprend le texte du secrétariat publié le 21 août, en y ajoutant notamment la condamnation de la politique des blocs, « source permanente de conflits ».

En outre, on n'y trouve pas d'écho à l'appel pressant lancé la veille par le Bureau du PSB, qui invitait « les mouvements qui se réclament du socialisme belge (à) suspendre tout contact avec les organisations des pays envahisseurs ».

Quand on sait la place que tient la FGTB dans l'Action commune socialiste on ne peut pas considérer un tel silence comme étant dépourvu de signification.

Il est naturel que l'on considère, dans les syndicats, les relations établies avec les organisations des pays socialistes comme un élément essentiel de l'effort de paix, pour un affermissement de la détente et la liquidation des blocs militaires, désignés avec raison comme une « source permanente de conflits ».

Quelles que soient les divergences séparant leurs dirigeants, les syndicats ont un rôle extrêmement important à jouer de part et d'autre et le moment serait bien mal choisi pour interrompre un dialogue dont l'établissement coûta tant d'efforts.

La solidarité entre les travailleurs, constamment exprimée et renforcée, est la base la plus solide sur quoi édifier le climat de compréhension et de sécurité profitable à la détente. La coexistence du capitalisme et du socialisme ne peut être pacifique que si le rapport des forces est tel qu'il compromette les tentatives permanentes des forces réactionnaires.

Les Etats socialistes, eux aussi, ont besoin de sentir cette solidarité et la qualité du rapport de forces qu'elle contribue à créer, c'est dans un tel climat de confiance qu'ils peuvent le mieux éviter des erreurs aussi graves que l'intervention armée en Tchécoslovaquie et opter avec une aisance suffisante pour la politique ouverte et dynamique dont on leur reproche de s'être éloignés.

Parmi ceux qui leur font ce reproche beaucoup devraient d'ailleurs s'interroger sur leur comportement antérieur : nous trouvons excessive la hâte du PSB à recommander des « représailles » concrètes, dont l'effet le plus clair serait l'isolement des forces socialistes – donc leur affaiblissement momentané et le repli sur elles-mêmes – alors que la condamnation de la guerre américaine au Vietnam, par le PSB, n'a jamais débouché sur un appel à rompre avec les syndicats américains. Or la direction de l'AFL-CIO soutient activement la politique de l'impérialisme américain, elle se situe même, parmi les ultras, y compris dans d'autres aspects de la politique des USA.

Une telle différence de traitement et le mépris des conséquences désastreuses qu'aurait la mise en quarantaine des organisations visées indiquent une telle légèreté politique qu'on a beaucoup de peine à croire qu'il s'agit d'un choix innocent.

L'attitude du Bureau de la FGTB coïncide davantage avec l'intérêt qu'il porte à la liberté et à la démocratie, il les sert bien mieux ainsi. Seul le capitalisme, national et international, pourrait se réjouir d'un refroidissement des relations inter-syndicales avec toutes les conséquences que l'on peut imaginer, tandis que la poursuite du dialogue ne peut qu'aider les uns et les autres à prendre conscience de la totalité du problème et à définir avec plus de précision et d'efficacité les besoins d'une lutte largement commune.

par  
René  
LONNOY

# LA TCHÉCOSLOVAQUIE après l'intervention et les pourparlers de Moscou

Le Drapeau Rouge, 30-08-1968

« **N**OUS sommes revenus ensemble, avec les camarades Dubcek, Cernik, Smrkovsky et les autres... Cette phrase, l'une des toutes premières du discours prononcé mardi à Prague par le président Svoboda, souligne immédiatement l'un des principaux résultats des pourparlers soviéto-tchécoslovaques de Moscou.

Ce sont en effet les dirigeants régulièrement élus à la tête du parti communiste et de l'Etat tchécoslovaques qui

représentent leurs fonctions. Lorsque l'on se souvient des violentes attaques lancées contre la plupart d'entre eux par la presse soviétique, de leur arrestation par les forces d'occupation, on ne peut que mesurer le chemin parcouru. L'humanité avec laquelle le peuple tchécoslovaque a accueilli ses dirigeants libérés, l'esprit de responsabilité et de discipline dont il a fait preuve au cours de ces journées dramatiques, son refus d'accepter l'occupation étrangère, sont à l'origine de ce résultat essentiel qui ne semble pas être celui que recherchaient l'URSS et les quatre autres pays socialistes qui sont intervenus militairement en Tchécoslovaquie.

Mais leur retour à Prague ne suffit pas à expliquer l'habileté avec laquelle Svoboda, Dubcek, Cernik et Smrkovsky appelaient les Tchécoslovaques à accepter les décisions de Moscou. Certes, l'accord sur le retrait des troupes étrangères « au fur et à mesure que se normalisera la situation en Tchécoslovaquie » ne répond évidemment pas aux aspirations de la population et de ses dirigeants. Car, outre le fait que le communiqué sur les entretiens soviéto-tchécoslovaques ne précise pas qui appréciera cette « normalisation », il est clair que celle-ci ne pourra être complète tant que le pays restera occupé. Et les Tchécoslovaques n'ont pas de raison d'être plus enthousiasmés lorsque Dubcek demande leur appui « même dans le cas où nous devrions prendre des mesures temporaires limitant la démocratisation et la liberté d'expression déjà atteintes, mesures que nous n'aurions jamais prises dans une situation normale ».

## LE SENS D'UN APPUI

Sans doute aussi, ce compromis, qui n'enchante personne, ne peut-il que confirmer dans leur opinion tous ceux qui, dans le mouvement communiste international, se sont élevés contre l'intervention militaire en Tchécoslovaquie, comme l'ont fait notamment la plupart des partis communistes d'Europe occidentale. Car s'il y avait incontestablement certaines menées anti-socialistes en Tchécoslovaquie, les journées d'occupation ont clairement montré que le Parti communiste tchécoslovaque avait suffisamment d'appuis dans la population pour y faire face lui-même, conformément aux droits souverains et à l'indépendance de chaque Etat socialiste, à l'autonomie et à l'égalité de tous les partis communistes. Et ce ne sont pas les traumatismes provoqués par l'intervention armée qui faciliteront cette tâche dans l'avenir. Sans parler des dommages causés dans le monde au prestige du socialisme, du feu vert donné aux tenants de la guerre froide et de la division accrue du mouvement communiste international.

Il n'en reste pas moins que le compromis de Moscou, aussi peu satisfaisant soit-



Alexandre Dubcek entouré de jeunes Tchécoslovaques : l'un des principaux résultats

il, est néanmoins préférable à la poursuite de l'affrontement entre le peuple tchécoslovaque et les forces d'occupation. Et cela d'autant plus que les dirigeants tchécoslovaques semblent résolus à poursuivre la politique inaugurée en janvier, même si elle doit subir maintes et maintes restrictions. Soulignant l'appui apporté par la population à cette politique, Dubcek a déclaré mardi à son retour à Prague : « Nous avons interprété ainsi votre appui, nous le comprenons toujours comme un soutien à l'idée d'une évolution du socialisme dans notre République telle qu'elle a été définie par le plénum de janvier du Parti communiste tchécoslovaque et au moment des préparatifs en vue du congrès extraordinaire du parti. Ce soutien nous encourage d'autant plus en ces moments difficiles et nous engage à persévérer dans nos anciens efforts pour concrétiser les principes de l'humanisme et du socialisme ».

## UNE REPONSE FONDAMENTALE

Les conditions créées par l'intervention militaire et les accords de Moscou permettront-elles au Parti communiste tchécoslovaque de poursuivre effectivement cette politique ? Et les restrictions imposées ne la videront-elles pas de son contenu ? Quel sera, en d'autres termes, l'avenir de la démocratisation socialiste entreprise en janvier ?

La réponse à cette question sera fondamentale. Pour la Tchécoslovaquie tout d'abord. Tout ce qui s'est passé ces derniers jours dans ce pays et les réticences, pour ne pas dire plus, avec lesquelles la population a accueilli les accords de Moscou indiquent à suffisance que les Tchécoslovaques ne sont pas disposés à accepter un retour plus ou moins déguisé aux méthodes novotniennes.

Mais cette réponse concerne également toute la communauté socialiste, l'ensemble du mouvement communiste international. Il s'agit de savoir si sera poursuivi le processus de démocratisation socialiste, d'adaptation du socialisme aux conditions de développement économique et social que connaissent aujourd'hui la plupart des pays socialistes. Et, pour les pays d'Europe occidentale plus particulièrement, il s'agit de savoir si l'on

poursuivra l'effort tendant à élaborer une stratégie révolutionnaire adaptée aux conditions du lutte dans des pays indubitablement avancés où il faut faire face à un néo-capitalisme très puissant mais où la classe ouvrière a été depuis longtemps l'action revendicative à la défense et à l'établissement des libertés démocratiques.

## UN PROBLEME CLEF

Toute cette orientation, symbolisée depuis 1956 par le vingtième congrès du Parti communiste de l'Union soviétique, est aujourd'hui celle de millions de communistes de par le monde. Et notamment des communistes belges, qui s'étaient engagés dans cette voie dès leur congrès de Vilvoorde, en 1954, qui fut celui de la rupture avec le sectarisme et les méthodes autoritaires du passé. Cette orientation, nous n'entendons pas l'abandonner mais au contraire la poursuivre et la développer. Et parce que la démocratisation socialiste, l'établissement de rapports d'indépendance et d'égalité entre tous les partis communistes et tous les pays socialistes sont des éléments essentiels de cette orientation, les communistes belges, qui ont exprimé sans équivoque leur désaccord avec l'intervention militaire en Tchécoslovaquie, réaffirment leur solidarité avec les communistes tchécoslovaques et leur parti.

Résolus à maintenir nos relations fraternelles avec l'Union soviétique dont nous n'oublions ni les responsabilités ni l'apport inestimable à la cause du socialisme et de la paix, repoussant catégoriquement toute espèce de sollicitation antisoviétique, nous pensons que le socialisme est aujourd'hui assez fort pour n'avoir recours aux tanks et aux autres armements que pour dissuader l'impérialisme de toute attaque contre la communauté socialiste.

Le problème posé en Tchécoslovaquie n'a pas été résolu, loin s'en faut, par l'intervention militaire. Il continuera à se poser en Tchécoslovaquie comme dans le reste du monde, car ce problème, celui de la démocratisation socialiste, de l'enrichissement permanent du marxisme par son adaptation aux données de son époque, est un des problèmes clefs du communisme contemporain.

S. NUDELHOLE.

## Les réactions du mouvement communiste international

- **ONT DESAPPROUVE** l'intervention militaire en Tchécoslovaquie : La Yougoslavie et la Roumanie. Les partis communistes de Belgique, France, Italie, Finlande, Espagne, Grande-Bretagne, Autriche, Suisse, Suède, Danemark, Pays-Bas, Japon, Canada et Australie. Le Parti communiste d'Israël (Mikuni). L'Union de la gauche démocratique (EDA) où militent les communistes grecs ainsi que le Parti de la libération et du socialisme du Maroc dirigé par le leader communiste Ali Yeta.
- **ONT APPROUVE** l'intervention : La Mongolie, le Nord-Vietnam, la Corée du Nord et Cuba. Les partis communistes d'Allemagne occidentale, Luxembourg, Chili, Argentine, Uruguay, Colombie, Equateur, Costa-Rico, Afrique du Sud, Chypre, Syrie et Irak. Le Parti communiste d'Israël (Vilner).
- **AUX ETATS-UNIS**, le secrétaire général du parti communiste, Gus Hall, a publié à titre personnel une déclaration estimant « regrettable que les choses en soient arrivées au point qu'une action militaire ait été considérée nécessaire ». Les présidents du parti pour l'Etat de New York et la Californie du Sud se sont toutefois désolidarisés de cette déclaration et ont désapprouvé l'intervention.
- **LA CHINE ET L'ALBANIE** ont dénoncé l'intervention tout en condamnant les « révisionnistes » tchécoslovaques.

Le Drapeau Rouge, 30-08-1968

# MARC DRUMAUX

## précise les raisons de l'attitude des communistes belges

C'est Marc Drumaux, président a.i. du Parti communiste de Belgique, qui a présenté à la session extraordinaire de samedi dernier du Comité central, le rapport sur les événements de Tchécoslovaquie. Au cours d'un entretien, Marc Drumaux a dégagé à l'intention des lecteurs du « Drapeau Rouge » les raisons essentielles de l'attitude des communistes belges.

### 1. NOUS AVIONS EN MAINS DES INFORMATIONS SUFFISANTES POUR NOUS PRONONCER EN CONNAISSANCE DE CAUSE

Le Bureau politique du Parti communiste de Belgique a disposé de l'information extrêmement sérieuse, fournie pour l'essentiel par le Parti communiste tchécoslovaque et par le Parti socialiste unifié de la RDA, ainsi que par le Parti communiste français.

Une délégation du Bureau politique s'est rendue du 11 au 14 juin à Prague, où elle a eu des entretiens approfondis avec les camarades tchécoslovaques. Des notes circonstanciées sur la situation en Tchécoslovaquie ont été fournies aux partis frères par le PCUS (et par le SED) faisant, du début de mai jusqu'au 21 août, le point sur le rapport des forces en présence.

Des contacts avec le PCF ont permis de confronter ces informations avec celles du camarade Wladimir Kocourek, qui avait lui-même rencontré les dirigeants soviétiques et tchèques, et eu des échanges de vues avec Luigi Longo. A aucun moment, les camarades soviétiques n'ont inculpé, pour justifier leur attitude des raisons d'ordre secret. Ils ont eu contact avec — et en principe c'était fort positif — à notre disposition un dossier complet, ou moins sur les points politiques essentiels.

Il n'y a donc pas de raison de croire que nous ne serions pas en mesure de porter un jugement sur ce qui s'est passé. Notre attitude a été arrêtée au commencement de l'année. Elle a été arrêtée dès le 21 août non pas dans la précipitation, mais par souci d'assumer tout de suite les responsabilités qui sont celles du Bureau politique, face au mouvement ouvrier belge et face au mouvement communiste international. Elle a été arrêtée avec netteté, non par sens de l'opportunité — nous avons l'habitude d'aller à contre-courant de l'opinion lorsqu'il le faut. De la même façon, nous ne sommes pas allés à la rencontre de l'opinion lorsqu'il le faut. Les ouvriers restent calmes. Mais ce qui nous gêne, c'est que, tout aussi calmement, beaucoup d'entre eux se disent que l'URSS et les USA, c'est du pareil au même. Ils se trompent. Nous y reviendrons dans un instant.

### 2. POUR BATTRE LES FORCES ANTISOCIALISTES EN TCHÉCOSLOVAQUIE, IL FALLAIT AIDER LE PARTI COMMUNISTE TCHÉCOSLOVAQUE DANS SA LUTTE POLITIQUE. POINT N'ÉTAIT BESOIN DE TANKS

Ce qui est à la base de notre désaccord avec le PCUS, c'est une divergence fondamentale d'appréciation sur l'ampleur du danger antisocialiste en Tchécoslovaquie, et sur les moyens de le combattre. Nous n'ignorons pas que, à la faveur de la désaffection politique créée par les fautes de la direction novotnienne, des éléments hostiles au régime menaient un jeu antisocialiste. Mais nous considérons que l'immense effort de démocratisation mené par le PCT était à défendre, et qu'il était mené par le PCT. C'est pourquoi nous avons vu de surcroît dans les rencontres de Clermont et Bratislava la démonstration que les partis communistes pouvaient régler par la négociation des divergences même profondes. A l'aube du 21 août, nous avons été déçus par l'absence de l'intervention militaire de l'Union soviétique et de quatre autres

pays du Pacte de Varsovie constitue une faute grave sur le plan des relations entre partis et Etats socialistes. Au lieu d'aider à battre l'adversaire de classe, elle l'a servi. Elle a rendu plus difficile encore la tâche du Parti communiste tchécoslovaque, dont les récents événements ont montré avec un tragique éclat combien il a été capable de regagner la confiance des masses, confiances que la direction de Novotny et des conservateurs à courte vue avait ébranlée jusqu'en janvier 1968.

### 3. PRAGUE 1968, CE N'EST PAS BUDAPEST 1956

Quelques camarades ne comprennent pas qu'ayant approuvé l'intervention soviétique en Hongrie en novembre 1956, nous puissions désapprouver l'intervention militaire en Tchécoslovaquie, douze ans plus tard. Ils ne voient pas à quel point les deux situations sont différentes. Rappelons d'abord que la Hongrie fasciste avait fait partie des puissances de l'Axe Berlin-Rome-Tokyo, et que depuis la libération des troupes soviétiques s'y trouvaient stationnées.

Quand la première instruction annonça la chute du gouvernement Rakosi, Imre Nagy forma un nouveau gouvernement, et Janos Kadar fut désigné comme premier secrétaire du Parti. Mais l'équipe Nagy apparut de plus en plus impopulaire face aux forces réactionnaires et ouvertement fascistes qui s'organisaient autour de Mihálykai et avec l'appui de Nagy. De concession en concession, les communistes avaient été pratiquement éliminés du gouvernement, assassinés avec saignées, purifiés aux révolutions du Budapest, et le gouvernement Nagy annonçait que la Hongrie se retirait du Pacte de Varsovie. C'est alors que Janos Kadar fit appel à l'aide soviétique et constitua un gouvernement de parti socialiste. En Tchécoslovaquie, emmené (ou victime) héréditaire de l'Allemagne militaire, rien de semblable : les forces populaires ont puissamment contribué à la libération du pays aux côtés de l'allié soviétique, le mouvement ouvrier et démocratique a des racines déjà anciennes, la réaction ne dispose pas de points d'appui solidement organisés. Bien plus, en dépit des affirmations contraires, il ne s'est trouvé aucune personnalité tchécoslovaque pour signer «l'appel à l'aide» auquel l'armée soviétique a répondu le 21 août. Il ne s'est trouvé, à la faveur de l'occupation, aucun homme politique pour s'opposer à l'autorité, unanimement reconnue par la population, d'Alexander Dubcek, Ludvik Svoboda, O. Cernik et J. Smrkovsky. Cela montre que la comparaison entre 1956 et 1968 n'est pas fondée et que rien ne permet de croire que l'intervention soviétique constituait le moyen efficace et adéquat pour combattre les éléments contre-révolutionnaires. Du reste, ne s'engage-t-on pas dans une voie terrifièrement dangereuse à partir du moment où un pays socialiste croit pouvoir justifier une intervention militaire contre un autre pays socialiste, à l'ère présente, et sans l'accord d'autorités révolutionnaires assumant pleinement leurs responsabilités ? Nous nous demandons ce qu'il faut penser des éventuels appels à l'aide soviétique qui n'ont pas demandé aux ouvriers tchécoslovaques d'intervenir aux côtés des troupes alliées alors qu'ils prenaient la responsabilité de risquer la vie de citoyens tchécoslovaques et de soldats soviétiques.

### 4. C'EST NOTRE ATTACHEMENT A L'URSS ET AU SOCIALISME QUI NOUS INTERDIT DE COUVER L'INTERVENTION MILITAIRE EN TCHÉCOSLOVAQUIE

Où, je le sais, des militants — jeunes et vieux — de notre Parti répugnent à désapprouver un geste du gouvernement sovié-

tique, gênés qu'ils sont de se retrouver aux côtés de M. Sýkora. Il faut le dire clairement : nous ne sommes pas aux côtés de M. Sýkora.

Nous savons, et nous n'oublions jamais ce que nous devons à l'URSS, premier Etat socialiste du monde. Nous savons et nous n'oublions jamais les sacrifices consentis par les peuples soviétiques pour assurer, contre un monde capitaliste déchaîné, la survie de leur Etat ouvrier et paysan. Nous savons et nous n'oublions jamais la part décisive prise par l'URSS à la victoire sur le nazisme, les 17 millions de morts, les 25 millions d'orphelins. Nous savons et nous n'oublions jamais la lutte acharnée menée par le gouvernement soviétique pour éviter une troisième guerre mondiale et pour faire prévaloir la coexistence pacifique. C'est précisément notre attachement à l'URSS et au socialisme qui nous interdit de couvrir l'intervention militaire en Tchécoslovaquie, parce qu'elle contredit des principes essentiels auxquels nous entendons rester fidèles : le respect scrupuleux de l'indépendance des nations et de l'autonomie des partis — la volonté de poursuivre la lutte contre la politique des blocs militaires, pour la coexistence pacifique, et pour le développement de la démocratie socialiste. Si nous expliquons clairement et complètement notre position, si nous veillons à ne pas la laisser déformer ou tronquer, elle ne saurait se confondre avec les protestations hypocrites de ceux qui n'ont jamais manqué leur soutien à l'impérialisme.

Ajoutons que les camarades tchécoslovaques distinguent fort bien, pour leur part, leurs faux de leurs vrais amis. Ils refusent le bruyant soutien des ennemis du socialisme, y compris les droites du PSB, amis de l'Otan munichois ou spadolistes mal repentis. Mais ils comptent sur le soutien des communistes belges, et sur celui des socialistes et des démocrates chrétiens qui luttent aussi pour la paix et le socialisme.

### 5. POURQUOI IL IMPORTE DE NE PAS COUPER LES PONTS AVEC L'EST

Le Bureau du Parti socialiste belge vient de recommander aux organisations qui se réclament du socialisme de suspendre les relations avec les pays qui ont participé à l'intervention militaire en Tchécoslovaquie. Il est très significatif que le Bureau de la FGTB ne l'ait pas suivi dans cette voie. Mais cela ne nous dispense pas de dire ce que nous pensons de la recommandation formulée par Léo Collard et consorts : elle est irresponsable. C'est une attaque contre la lutte pour le désarmement et la coexistence. Il n'est peut-être pas inutile de rappeler en passant que le PSB, qui juge, discrète et rompt, n'a jamais eu de relations avec le PCUS, alors que la SFO en entretient d'assez régulières. Ceux qui prétendent vouloir couvrir à la liquidation de la politique des blocs doivent tout mettre en œuvre pour ne pas couper les ponts avec les organisations ouvrières des pays socialistes. Le jour même où se clouraient les difficiles conversations de Moscou, les communistes tchécoslovaques ont proposé la convocation d'une Conférence européenne des partis communistes. Nous avons aussitôt appuyé cette initiative, car il est capital de ne pas cliquer les divisions actuelles et de normaliser la situation entre partis communistes sur la base de la discussion franche des divergences. Si on veut aider nos camarades tchécoslovaques à consolider le socialisme dans leur pays, il faut contribuer au maintien des contacts Est-Ouest. De même, si on veut aider à faire progresser la détente, il faut maintenir et développer les contacts entre organisations syndicales, pacifistes, de jeunesse, entre l'Est et l'Ouest.

### 6. QUELQUES ELEMENTS DE REFLEXION POUR COMPRENDRE L'ATTITUDE DE L'URSS

Il n'est pas encore possible de répondre de manière valable à une question que nous sommes nombreux à nous poser : comment, avec son immense expérience politique, ses capacités scientifiques et économiques étonnantes, l'URSS a-t-elle

pu en fin de compte décider l'intervention du PCT ? Le problème est vaste ; nous ne pouvons à l'heure actuelle qu'indiquer des éléments de réflexion.

Le premier se situe sur le plan de la stratégie mondiale contre l'impérialisme. Il n'est pas impossible que les dirigeants de l'URSS accordent une importance décisive et quasi prioritaire à la force militaire, politique et diplomatique des Etats socialistes au détriment des deux autres facteurs, la lutte du mouvement ouvrier dans les pays capitalistes et la lutte des peuples du tiers monde. Ils sont impressionnés par les coups portés aux forces de paix en Méditerranée, en Grèce, au Vietnam. Le désarmement n'avance pas assez vite. Et c'est vrai. En l'occurrence, c'est le rôle du mouvement ouvrier en Europe occidentale qui semble avoir été gravement sous-estimé. Or nous pensons que la lutte du mouvement ouvrier contre l'impérialisme dans ses citadelles propres a une importance considérable si on veut modifier l'actuel rapport des forces et affaiblir l'impérialisme. Ce n'est pas un appel formel que nous avons apporté en 1956 aux thèses du XVe congrès du PCUS qui proclamait la possibilité d'une nouvelle guerre mondiale, ou l'an dernier à la Conférence européenne de Karlov-Vary en faveur du désarmement. Nous croyons profondément à la force que représente le mouvement ouvrier des pays capitalistes, bien entendu dans la mesure où il continue de marquer des points contre l'Otan. Nous croyons que la confiance des peuples d'Europe dans la politique de l'URSS constitue un facteur dynamique de détente. Mais il est bien certain que l'intervention militaire en Tchécoslovaquie n'a pas favorisé cette confiance.

Second élément de réflexion : la validité du «modèle soviétique» pour tous les pays socialistes.

Qu'en 1948, la Tchécoslovaquie ait copié le modèle soviétique pour créer le parti ouvrier, c'est compréhensible. Mais ces dix-huit ans ont dû se rendre compte que cette voie avait des limites passées un certain stade de développement et de progrès. Or les éléments conservateurs tchécoslovaques n'ont pas voulu céder à la pression des faits. Ils ont tenté d'empêcher les «écarts» par rapport au modèle initial. Ils n'ont même pas tenu compte pour leur pays des enseignements du XVe congrès. Ils ont retardé une adaptation nécessaire, faisant place aux conditions de leur pays, aux circonstances de leurs camarades. Mais ce qui étonne, c'est que ces conservateurs semblent être écoutés et soutenus en URSS.

Nous considérons que la lutte pour le développement continu de la démocratie est commune aux ouvriers de l'Europe socialiste et de l'Europe capitaliste, même si en principe et sur le fond les droits de la classe ouvrière sont infiniment plus importants et plus élevés dans les pays socialistes.

### 7. LA VOIE BELGE AU SOCIALISME NE SERA NI SOVIETIQUE NI TCHÈQUE

Comment ne pas finir cet entretien sur l'avenir du socialisme en Belgique ? Il ne se réalisera ni par la voie soviétique, ni par la voie tchécoslovaque. La voie belge au socialisme, ce sera le mouvement ouvrier de chez nous qui l'inventera sur la base de son expérience et des conditions historiques de notre pays. Rien de changé dans nos convictions à cet égard. Et ces convictions se puisent à nos congrès de 1954, 1960, 1963. Le Parti communiste de Belgique se réclame d'une autonomie reconnue par de nombreuses conférences internationales, autonomie qui n'exclut nullement la solidarité, bien entendu. Mais il doit être clair que le régime socialiste que nous voulons édifier chez nous — pour donner aux gens plus de bien-être, plus de liberté, plus de démocratie que le capitalisme n'a jamais pu leur donner —, ce régime sera une conquête des organisations ouvrières et démocratiques belges elles-mêmes, solidaires des travailleurs du monde entier.

(Rapros recueillis par Rosine Lewin)

PCB Informations, 31-08-1968

## SMRKOVSKY : Le développement intérieur continuera dans l'esprit de janvier

## Les dirigeants tchécoslovaques lancent un appel au pays

Après le général Ludvík Svoboda, président de la République, Alexandre Dubček, premier secrétaire du parti communiste, et Oldřich Cerník, président du Conseil des ministres, le président de l'Assemblée nationale, Josef Smrkovský, s'est adressé au peuple tchécoslovaque.

Smrkovský a notamment déclaré qu'il n'était pas dans les intentions du gouvernement d'autoriser la création d'autres partis que les cinq qui existent actuellement : parti communiste, parti socialiste, parti populaire, parti slovaque de la liberté et parti slovaque de la liberté.

« Il sera nécessaire, a poursuivi le président de l'Assemblée nationale, d'accorder au gouvernement des pouvoirs exceptionnels sur les mesures à prendre en ce qui concerne la presse écrite et parlée, comme pour la dissolution des clubs et l'interdiction de nouveaux partis politiques. Nous sommes persuadés que le peuple ne soupçonnera pas le gouvernement de mauvaises intentions ».

L'Assemblée nationale discutera dans les prochains jours le rapport du gouvernement sur les négociations de Moscou. Elle donnera son opinion, en pleine conscience, comme il est de rigueur en ce qui concerne un accord international touchant l'intégrité du pays, a encore précisé Smrkovský.

Nous avons nous-même certains facteurs extérieurs et internationaux, dont le premier a été évoqué le 21 août, des mesures d'urgence » a poursuivi Smrkovský.

Le président de l'Assemblée nationale a rappelé les conditions dans lesquelles les différents membres de la délégation sont arrivés à Moscou. « Nous avions, a-t-il dit, un minimum d'informations, nous avions seulement foi en la fermeté de la nation, nous savions bien que le monde nous traitait de la sympathie. Ce n'est que grâce à la fermeté grandiose de notre peuple que nous n'avons pas été obligés d'accepter une occupation de longue durée avec un gouvernement imposé, c'est cette attitude qui a fini par influencer la position prise par nos interlocuteurs ».

### Les points obtenus

Smrkovský a énuméré ensuite les principaux points obtenus par la délégation à Moscou et qui ont déjà été expliqués par le président Svoboda et Dubček :

1) Le développement intérieur, dans l'esprit de janvier, continuera.

2) Il ne sera pas dirigé par un gouvernement imposé mais par les institutions légalement élues.

3) La politique étrangère gardera son cours antérieur.

4) Les troupes étrangères stationnées temporairement en Tchécoslovaquie ne s'engageront pas dans les affaires intérieures du pays et partiront quand la situation sera normalisée. Le gouvernement discutera les modalités de ce départ.

5) Il n'y a pas de garantie autre que notre sagesse et notre unité pour l'exécution des clauses de l'accord.

« Je dis ouvertement que notre pays, malgré le soutien de ses amis, n'a aucune autre garantie pour le respect des clauses de l'accord de Moscou que la valeur de sa propre cause et de son unité » a dit Smrkovský.

« Il y a certes des moments où il faut refuser tout compromis au risque du pire, a ajouté Smrkovský, nous avons dû nous décider en tant que patriotes et soldats à l'ombre des avions et des bombes sur notre territoire. Nous en sommes arrivés à la conclusion que le moment ultime n'était pas encore arrivé et que nous pouvions rechercher un compromis tout en étant conscients des risques militaires et moraux qu'il comportait. L'avenir pourra un jour juger notre décision : il la laissera à son choix de jugement ou de trahison ».

Un appel au pays a été diffusé par Radio-Prague, signé en commun par les principaux dirigeants tchécoslovaques. Svoboda, président de la République, Dubček, premier secrétaire du parti communiste, Cerník, président du conseil des ministres et Smrkovský, président de l'Assemblée nationale.

« A tous les instants, dit l'appel, nous sommes avec vous par la pensée et nous vous comprenons. Nous sommes conscients de la responsabilité qui se dégage de la confiance que vous nous avez accordée. Nous vous prions au nom de tout ce qui vous est cher dans notre pays, de ne pas céder à votre ressentiment, et de ne pas vous laisser entraîner à des actes qui pourraient amener une catastrophe nationale. Tout dépend maintenant de vous, de votre décision d'adopter une attitude politiquement sage. Nous savons que vous êtes capables de prendre cette attitude.

» L'alternative à laquelle nous devons faire face est la suivante : trouver une solution positive à la situation actuelle, ou permettre aux éléments irresponsables, étrangers au socialisme, de provoquer une réaction des armées étrangères qui se trouvent actuellement sur notre territoire.

» Y aurait-il quelqu'un parmi vous tous, qui aimez notre pays socialiste, qui voudrait que ces armées, qui ont quitté la plupart de nos villes y reviennent ?

» Y aurait-il quelqu'un qui penserait que nous sommes incapables de nous gouverner nous-mêmes ? Nous sommes persuadés que nous en sommes capables et nous le prouverons dans n'importe quelle condition.

» Vous avez demandé que les représentants que vous avez élus reprennent leurs fonctions. Nous vous en remercions, et nous vous en serons reconnaissants jusqu'à la fin de notre vie.

» Nous vous demandons une chose : soutenez nos efforts, car votre soutien est la condition primordiale pour assurer leurs succès. Soutenez ceux qui travaillent à la normalisation de la situation afin que les soldats étrangers commencent à évacuer progressivement et définitivement notre territoire.

» Aidez-nous à empêcher les provocations et à éviter les risques inutiles qui mettraient en jeu le sort de notre nation, cela est le but unique de notre action. C'est aussi la condition la plus importante pour que nous puissions continuer à appliquer la politique à laquelle vous avez exprimé votre confiance. Votre confiance nous engage.

» Vous nous avez donné les pleins pouvoirs pour gouverner, ont conclu les dirigeants tchécoslovaques, nous vous demandons de faciliter notre tâche si vous voulez que nous vous soyons utiles ».

## LA PRESSE SOVIÉTIQUE COMMENTE LES ACCORDS DE MOSCOU

Moscou, 30 août (de notre correspondant permanent Jean-Marie Chauvier). — Dans les premiers commentaires de presse à Moscou, après la signature des accords soviéto-tchécoslovaques, trois choses sont à relever : 1° on se félicite du résultat des conversations ; 2°, on considère que l'intervention militaire a été hautement utile et efficace ; 3°, on estime que la contre-révolution n'est pas complètement battue pour autant. L'agence Tass et divers articles font état de la poursuite des activités antisocialistes, des tentatives des éléments contre-révolutionnaires de dresser la population contre les accords de Moscou. A cet égard, on insiste tout particulièrement sur les agissements des dirigeants élus par le quatorzième congrès, qualifié d'illégal, du Parti communiste tchécoslovaque. Il semble que l'annulation de ce congrès soit aux yeux des Soviétiques une condition importante du retour à une situation normale. L'agence Tass a d'ailleurs annoncé le refus du vice-premier ministre Husak de prendre place dans les organes dirigeants élus par le quatorzième congrès. La « Pravda » de mercredi, sous la signature de Youri Joukov, auteur de la plupart des polémiques importantes de ce journal à propos de la Tchécoslovaquie, synthétise fort bien l'opinion que se font les dirigeants soviétiques des accords conclus et de la voie à suivre. La délégation dirigée par le président Svoboda, écrit-il, est rentrée à Prague

pour passer à l'exécution des décisions prises. La « Pravda » conclut que « seul un combat décidé contre les ennemis furibonds... permettra de garantir le renforcement des conquêtes socialistes en Tchécoslovaquie, la paix et le calme dans le pays... ». « Tous les amis de la Tchécoslovaquie, ajoute-t-il, espèrent que son peuple travaille, dirigé par son parti communiste, saura... donner une riposte foudroyante à ses ennemis invétérés ».

### L'agence Tass commente les prises de positions des partis communistes étrangers

Commentant les prises de position dans les milieux communistes et progressistes étrangers, l'agence Tass a fait le commentaire suivant : « Ces derniers temps, des déclarations se font entendre qui affirment que les mesures prises par les pays alliés en relation avec les événements en Tchécoslovaquie, en cédant à la propagande impérialiste, appellent en fait à capituler devant la contre-révolution. Tous voient maintenant, qu'en réalité l'aide fournie au peuple tchécoslovaque par les pays socialistes frères, le bilan des entretiens de Moscou, consistent la position du socialisme mondial, renforcent le mouvement communiste et ouvrier international ; portent un coup

à la réaction impérialiste et à ses plans concernant la Tchécoslovaquie ».

### Dans les autres capitales du pacte de Varsovie

Les journaux des quatre autres Etats du pacte de Varsovie participant à l'intervention en Tchécoslovaquie se réjouissent également de la conclusion de l'accord de Moscou et le considèrent comme un coup porté à l'impérialisme.

A Varsovie, « Trybuna Ludu » estime qu'il résultera de l'accord « des conditions favorables à la normalisation définitive de la situation en Tchécoslovaquie ».

Selon « Zycie Warszawy », « la question de savoir ce qui va se passer maintenant n'a pas encore reçu de réponse et c'est aux dirigeants tchécoslovaques de la donner ».

A Budapest, « Nepszabadsag » estime qu'un règlement « ne sera pas chose facile » et ajoute : « Cela s'accompagnera probablement de tragédies individuelles et la route pourrait être marquée par plus d'une défaite. Mais nous savons aussi qu'elle conduira au succès final ».

A Berlin-Est, « Neues Deutschland » déclare que la nouvelle de l'accord de Moscou est « une bonne nouvelle ».

A Sofia, le journal « Trend » estime que le résultat des entretiens de Moscou porte un coup aux intentions de la réaction mondiale.

Le Drapeau Rouge, 06-09-1968

## De Prague à Bruxelles

# Modèles et voies du socialisme

LES événements de Tchécoslovaquie ont attiré l'attention sur la diversité des voies qui mènent au socialisme, sur la nécessité d'adopter par tout des « modèles » répondant aux nécessités spécifiques du pays, à ses traditions historiques et culturelles, à ses structures économiques et sociales.

Marc Drumaux l'a souligné la semaine dernière en rappelant comment nous envisageons l'avènement du socialisme en Belgique: « Il ne se réalisera ni par la voie soviétique, ni par la voie tchécoslovaque, dit-il. La voie belge au socialisme, ce sera le mouvement ouvrier de chez nous qui l'inventera sur la base de son expérience et des conditions historiques de notre pays ».

La nécessité de trouver nous-mêmes la voie qui permettra d'établir un régime socialiste en Belgique ne signifie pas pour autant que nous devons négliger les expériences et les résultats obtenus dans d'autres pays. Et l'un des raisons pour lesquelles nous avons dès le début attaché une telle importance aux efforts déployés par Dubcek et ses compagnons est précisément qu'en dépit d'une série de différences fondamentales dans les conditions où ils se trouvent, les faits qu'ils s'assignent rejoignent dans beaucoup de domaines ceux que nous nous fixons, nous aussi, en Belgique.

Tout particulièrement par l'accent mis sur la caractère humaniste du socialisme, sur les rapports étroits qui unissent le socialisme et la démocratie, car, nous aussi, au même titre que le parti communiste tchécoslovaque, nous estimons qu'on ne pourra jamais assez monter que les valeurs de démocratie et de liberté font partie intégrante de l'idéal socialiste.

« Le Parti communiste donne à l'Humanisme sa signification la plus noble et la plus concrète, déclarent les thèses de notre 14e Congrès (1963). Pour les communistes, l'Humanisme n'est pas un simple idéal, une simple aspiration, c'est la lutte pratique pour plus de liberté et plus de bonheur ».

DANS tous les domaines la voie belge vers le socialisme sera nécessairement différente, minée par les conditions spécifiques de notre pays et elle diffèrera par conséquent des « modèles » appliqués là où il a fallu entreprendre de créer une société nouvelle en partant d'une base complètement différente. Et, à beaucoup d'égards, la tâche sera plus facile chez nous.

Dans un pays comme l'Union soviétique, qui était un des plus arriérés de l'Europe au moment de la Révolution d'Octobre, il fallait consacrer des efforts inouïs et consentir des sacrifices immenses pour construire une industrie moderne en partant pratiquement de zéro.

Il n'en ira pas de même dans un pays développé comme la Belgique qui possède déjà une industrie puissante et où le problème est moins d'augmenter le potentiel productif que de pouvoir l'utiliser complètement — problème que le socialisme permettra de résoudre puisque l'accroissement de la consommation ne se heurtera plus aux limites que l'appropriation privée du produit social y oppose aujourd'hui.

Les problèmes qui se posent en Belgique seront donc d'un autre ordre. Ils n'impliqueront pas des sacrifices pour assumer une industrialisation qui est déjà effectuée mais porteront essentiellement sur la détermination des proportions dans lesquelles il conviendra d'assurer la croissance harmonieuse des différentes branches d'activité afin de satisfaire au mieux les besoins de la consommation.

Ces problèmes pourront d'autant plus aisément être résolus que, dans ce domaine, il sera possible de tirer profit à la fois des expériences — positives et négatives — de planification des pays socialistes et des premières tentatives esquissées dans ce sens dans les pays capitalistes — en donnant à celles-ci une autre orientation, en faisant en sorte qu'elles ne servent plus les intérêts des trusts et des holdings mais ceux du peuple tout entier. Et il sera également possible de tirer parti de certaines méthodes de gestion

déjà pratiquées chez nous, pour l'étude des marchés par exemple. Si l'efficacité de ces méthodes reste limitée par les entraves que le capitalisme oppose à l'élévation du niveau de vie de la masse de la population, elles pourront s'avérer fort utiles dans un régime socialiste où la production sera organisée en vue de satisfaire au maximum les besoins des hommes.

Le bon fonctionnement d'une société socialiste n'exige pas seulement une industrie développée et des méthodes rationnelles de gestion; il réclame aussi des hommes capables d'utiliser un équipement moderne et d'appliquer ces méthodes de gestion, des ouvriers et des techniciens compétents.

L'Union soviétique a dû fournir un effort considérable pour y arriver. Dans ce domaine aussi, elle partait presque du zéro, ce qui l'a obligée à consacrer une partie considérable de ses ressources à la formation d'un nombre suffisant d'ouvriers qualifiés, d'ingénieurs, de spécialistes dans tous les domaines.

Un pays comme le nôtre ne sera pas astreint au même effort car il dispose dès maintenant, dans tous les domaines et à tous les échelons, de travailleurs rompus depuis longtemps aux disciplines de la vie industrielle et qui ont assimilé les techniques les plus modernes.

En même temps, les conquêtes sociales, les positions que les travailleurs ont déjà acquises dans la vie du pays ont amené le mouvement ouvrier à attacher une importance croissante aux problèmes économiques, à la gestion de l'industrie. Les délégués syndicaux, les membres des conseils d'entreprise, les spécialistes des bureaux d'étude de syndicats ont acquis une expérience qui leur permettra



d'intervenir d'emblée avec compétence dans tous les domaines de la vie économique et sociale. L'existence de ces cadres ouvriers constituera également un élément positif pour la construction d'une société socialiste.

LES transformations qu'il sera nécessaire d'opérer pour assurer les bases du socialisme seront également fort différentes.

Ce qui caractérise le capitalisme de notre époque, le néo-capitalisme, c'est que les milieux dirigeants des trusts et des holdings exercent leur domination sur la société tout entière, dans tous les domaines de la vie économique, sociale, politique et culturelle.

Tout en limitant leurs interventions directes à quelques secteurs-clés, ils se subordonnent toutes les autres couches de la population. Ils n'exploitent pas seulement les salariés, ouvriers, employés et « cadres ». Ils orientent en fonction de leurs propres intérêts les activités des petites et moyennes entreprises, des agriculteurs, des commerçants, de la plupart des intellectuels. Et ils arrivent même à imposer de leur idéologie des couches extrê-

mement larges, à y rallier une partie importante de la population qui subit leur domination.

Cela facilitera toutefois l'organisation d'une société socialiste, comme Lénine l'avait déjà indiqué en montrant que « le capitalisme monopoliste d'Etat est la préparation matérielle la plus complète au socialisme, l'anti-chambre du socialisme ».

Le socialisme pourra en effet imprimer son orientation à une orientation socialiste — à toutes les activités de la société en limitant lui aussi ses interventions directes à quelques secteurs-clés. Il le pourra d'autant mieux que l'orientation qu'il imprimera à ces activités s'assigneront pour but non pas d'exploiter mais d'assurer plus de bien-être et plus de bonheur au peuple tout entier.

CETTE perspective confère une importance particulière aux alliances que le mouvement ouvrier devra réaliser pour avancer vers le socialisme. Le passage pacifique que nous envisageons nécessite le concours de la grande majorité de la population, par conséquent, l'alliance de la classe ouvrière avec d'autres couches très larges. Et ces alliances devront être maintenues et consolidées après le renversement de la domination des monopoles afin que l'organisation de la société socialiste s'effectue dans les meilleures conditions. En même temps que la base du socialisme devra s'élargir encore, les couches sociales rattachées à l'écart devront être ralliées au socialisme dont la mission en avant sera d'autant plus rapide qu'il bénéficiera plus vite du concours du peuple tout entier.

Ces alliances auront par conséquent des formes différentes et plus larges que celles réalisées en Union soviétique, ne fut-ce que parce que la composition sociale de la population est différente.

La Russie tsariste était un pays où la paysannerie constituait la majorité de la population et le mouvement ouvrier y mit donc l'accent sur l'alliance avec les paysans, en ordre principal avec les paysans pauvres. En Belgique, les salariés et appointés constituent dès maintenant la grosse majorité de la population, ce qui leur confère une force qui leur permet de conclure des alliances beaucoup plus larges. La paysannerie représente plus qu'un tiers de la population mais, par contre, le pays compte un nombre considérable de petits et moyens entrepreneurs, de travailleurs indépendants exerçant des activités diverses dans le secteur de la distribution et des « services » et des couches de plus en plus nombreuses de travailleurs intellectuels dont le rôle s'est profondément modifié à présent que la science tend à devenir une force directement productive.

Le problème des alliances se pose donc autrement. Celles-ci ne s'assigneront pas seulement pour but d'entraîner la paysannerie travailleuse vers le socialisme mais aussi des couches beaucoup plus larges de la population: non seulement les membres des classes moyennes traditionnelles, petits commerçants, artisans, etc., mais aussi les « cadres », techniciens, travailleurs scientifiques, dont les intérêts fondamentaux sont, objectivement tout au moins, similaires à ceux de la classe ouvrière parce qu'ils participent au même titre que les travailleurs manuels au processus productif, tout en étant exclus comme eux de la rationalité et des buts de la production.

POUR que le socialisme consolide et étendisse ces alliances après la suppression de la domination des monopoles, il faudra qu'il assure à tous les alliés de la classe ouvrière non seulement un niveau de vie au moins aussi élevé que sous le régime capitaliste mais qu'il leur permette par surcroît de déployer pleinement leurs capacités personnelles, d'exercer des activités qui répondent à leurs aspirations car c'est seulement à cette condition qu'ils se sentiront vraiment à l'aise dans la société socialiste, dans un régime qui ne vise pas seulement à fournir le bien-être matériel aux hommes

mais qui se fixe aussi et encore plus de leur assurer plus de bonheur.

A cet égard, rien ne serait plus faux que de s'imaginer que l'avènement d'un régime socialiste doive nécessairement entraîner la suppression de toutes les formes de l'initiative privée, la nationalisation de toutes les entreprises industrielles et commerciales.

Il existe en Belgique plus de 500.000 entreprises agricoles, industrielles et commerciales n'occupant aucun personnel salarié. Et parmi celles qui en occupent, il en est près de 125.000 qui occupent moins de 20 salariés



— en moyenne, quatre salariés par entreprise. Pour ne parler que de celles qui emploient de la main-d'œuvre salariée, il serait insensé de songer à « nationaliser » ces 125.000 entreprises minuscules.

Les monopoles n'ont jamais pris ombre des efforts déployés par les petits entrepreneurs pour se faire une place au soleil car leurs activités sont beaucoup trop faibles pour les incommoder. Le socialisme sera assez fort pour s'accommoder lui aussi de petites entreprises industrielles, commerciales ou agricoles à caractère individuel et familial. Les salariés qui y sont occupés s'y rendront bien plus aisément à travailler seulement à condition d'y bénéficier de rémunérations équivalentes à celles offertes par le secteur nationalisé. Et dans beaucoup de domaines, tout particulièrement dans celui de la distribution et des « services », l'activité de ces petites entreprises pourra même présenter des avantages: l'intérêt personnel de leurs propriétaires les pousse à s'adapter avec souplesse et ingéniosité aux besoins des consommateurs, ce qui pourra s'avérer utile pour stimuler l'initiative des entreprises nationalisées.

Sans doute ces petites entreprises seront-elles à la longue amenées à s'intégrer plus étroitement à l'ensemble de l'économie socialiste. L'intérêt des petits entrepreneurs et des agriculteurs les poussera à renoncer dans une certaine mesure aux méthodes individualistes auxquelles ils sont attachés. C'est seulement en s'associant entre eux, sous une forme coopérative par exemple, qu'ils pourront organiser un certain roulement de travail qui leur permettra de bénéficier, au même titre que les salariés, d'un horaire de travail limité, de vacances annuelles. Mais il serait vain de vouloir déterminer d'avance quelles formes précises prendront ces associations. Cela dépendra des circonstances et le mieux sera d'en laisser le soin aux intéressés.

QUOI qu'il en soit, la voie belge au socialisme diffèrera sensiblement de celle suivie dans les premiers pays qui ont renversé le capitalisme. Il appartiendra au mouvement ouvrier tout entier d'en déterminer les étapes et cela nécessitera assurément beaucoup plus de réflexion et pas mal d'imagination.

Les expériences des pays socialistes nous seront certes fort utiles, à condition toutefois que nous ne perdions jamais de vue que les problèmes qui se posent chez nous sont forcément très différents. Et que, pour les résoudre, il ne suffira dès lors pas d'essayer d'adopter tant bien que mal les recettes qui ont pu être valables ailleurs, ni même d'appliquer les principes généraux du marxisme-léninisme aux particularités de la Belgique, mais qu'il faudra s'efforcer de trouver des formules nouvelles, répondant aux exigences de notre pays et de notre époque, et de contribuer ainsi, avec l'ensemble du mouvement communiste, à l'enrichissement et au développement de la doctrine éminemment vivante qu'est le marxisme-léninisme.

Pierre JOYE.

PCB Informations, 07-09-1968

## Une déclaration de la Régionale F.G.T.B. de Bruxelles sur la Tchécoslovaquie

Le comité exécutif de la régionale FGTB de Bruxelles vient de communiquer à la presse le texte d'une importante déclaration qu'il a adoptée lors de sa réunion du 28 août, « sur la situation créée en Tchécoslovaquie et dans le monde par l'intervention armée ».

Nous publions ci-après les principaux extraits de ce document d'un très grand intérêt, que le comité exécutif a adopté à l'unanimité et qu'il considère, à juste titre, comme une contribution à la sauvegarde de l'unité des forces progressistes, après les graves événements de la quinzaine écoulée.

Le Comité Exécutif de la Régionale FGTB de Bruxelles, qui entretient depuis de longues années des relations bilatérales avec les Syndicats de Prague, marque son accord avec le communiqué du Bureau de la FGTB Nationale en date du 27 août 1968,

— exprimant l'espoir que l'accord intervenu à Moscou permettra aux travailleurs tchécoslovaques de poursuivre l'établissement du socialisme et de la démocratie.

### DECLARATION

— I —

Depuis de longues années, la Régionale FGTB de Bruxelles s'efforce d'entretenir des relations amicales avec les organisations syndicales des capitales de plusieurs pays. De telles relations permettent l'échange fraternel d'expériences sans pour cela constituer une abdication quelconque des divergences idéologiques. C'est dans cet esprit que des relations avaient été établies avec l'organisation syndicale de Prague.

(...)

Quelques jours avant l'invasion de la Tchécoslovaquie par les troupes soviétiques et autres, les syndicats tchécoslovaques nous avaient fait parvenir des documents préparatoires à une large discussion au sein de leur organisation et qui portaient aussi bien sur les revendications immédiates des travailleurs organisés que sur les objectifs à plus long terme, et en particulier, sur les problèmes du pouvoir dans l'entreprise. Nous nous étions particulièrement réjouis d'apprendre les projets de prise de position du Mouvement syndical révolutionnaire tchécoslovaque sur la liaison des salaires à l'évolution du coût de la vie, sur la fixation du salaire minimum, sur le droit des travailleurs d'auto-gérer leurs entreprises.

L'ensemble de ces positions syndicales ajouté à toutes les informations en provenance de Tchécoslovaquie montraient les bonds en avant considérables vers la démocratie et le socialisme que faisait et s'apprêtait encore à faire la Tchécoslovaquie. Sans aucunement rétablir le capitalisme en Tchécoslovaquie, ce pays s'était avancé d'une manière irréversible dans la voie d'un socialisme où le pouvoir revenait enfin progressivement aux mains des masses populaires.

— II —

L'intervention des armées d'URSS, de Pologne, de RDA, de Hongrie et de Bulgarie, constitue une violation flagrante des droits des peuples à disposer d'eux-mêmes. Elle s'est heurtée à la résistance unanime d'un peuple libre, décidé à protéger son droit à la liberté, au même temps que sa volonté de forger sa propre voie au socialisme.

La Régionale FGTB de Bruxelles exprime son admiration devant le sur-saut remarquable d'un peuple accablé au nouvel espoir d'organisation de la vie collective qui était né au cours des derniers mois.

(...)

— III —

(...)

Aujourd'hui, la réaction veut profiter de l'intervention des forces d'occupation étrangère en Tchécoslovaquie, que nous réprouvons, pour mettre sur le même pied des situations qui ne sont aucunement comparables, voire pour faire oublier ce qui se passe au Vietnam, en Amérique du Sud, en Grèce, au Portugal, en Espagne, etc. Les travailleurs ne tomberont pas dans le piège de la réaction, ni dans cette tentative d'assimilation et de confusion. C'est ainsi que nous ne pouvons que nous scandaliser de voir un parti qui défend soi-disant le progrès et la liberté, s'élever au nom de la liberté en Tchécoslovaquie alors qu'il y a quelques mois encore, ce même parti proposait un statut de la RTB qui ferait de celle-ci un instrument docile aux mains du gouvernement.

Nous ne pouvons qu'attirer l'attention des travailleurs sur des tentatives de collaboration avec les représentants de la classe patronale, comme si on pouvait être à la fois pour la liberté en Tchécoslovaquie et pour le maintien en Belgique d'un pouvoir absolu du patron dans les entreprises.

Le sort de la Tchécoslovaquie concerne en premier lieu les travailleurs. Partout où ils pourront, nous les invitons à manifester leur indignation contre le coup de force en Tchécoslovaquie, sans pour autant participer à des actions menées par les représentants capitalistes qui n'ont jamais hésité à soutenir directement ou indirectement le fascisme international et qui, aujourd'hui encore, s'opposent au

niveau des entreprises à toute tentative de démocratisation de l'économie.

— IV —

Les événements de Tchécoslovaquie sont une nouvelle démonstration du caractère nuisible de la politique du monde en deux blocs, comme le rappelle le communiqué du Bureau de la FGTB.

Nous sommes convaincus qu'une prise de conscience plus large des masses travailleuses sur l'indissoluble relation qui existe dans le monde d'aujourd'hui entre les événements intérieurs et les événements extérieurs est indispensable. Elle permettra de trouver ensemble des méthodes plus efficaces de solidarité internationale.

Nous demeurons convaincus que le renforcement des contacts entre les travailleurs organisés de tous les pays est susceptible de contribuer à l'avoir le recouvrement de situations aussi dommageables au bien-être des peuples et à la paix internationale.

**Le Drapeau Rouge, 13-09-1968**

# LE SENS DE NOTRE COMBAT

par ROSINE LEWIN

Nous avons éprouvé un choc profond, le 21 août 1968.

Ce choc n'est pas entièrement amorti, mais déjà, il nous aura aidés à réfléchir — avec plus de sérieux et d'audace qu'auparavant — à certains problèmes-clés de notre lutte.

Sans doute, des camarades se refusent-ils farouchement à n'être pas à l'unisson avec le Parti communiste de l'URSS. Nous comprenons leurs sentiments. Nous aussi nous sommes conscients de tout ce que l'URSS a apporté au monde. Nous savons au prix de quels affrontements titanesques, au prix de quelles douleurs, a été construit le premier Etat ouvrier et paysan de la planète. Et nous n'oublions pas que c'est notamment grâce à l'URSS que se pose aujourd'hui — sur une échelle aussi vaste et de manière aussi pressante — le problème du passage au socialisme et à un monde sans guerre.

L'essentiel n'en demeure pas moins — pour nous tous — de répondre à la question : pourquoi sommes-nous communistes, dans cette Belgique de 1968 ? Que voulons-nous, en définitive ? Pourquoi avons-nous choisi cette voie, qui n'est pas celle de la facilité ?

Nous voulons construire le socialisme, c'est entendu. Mais cela signifie bien plus que l'appropriation collective des moyens de production, qui est une condition nécessaire du socialisme, et non pas une condition suffisante.

Nous voulons que cette base économique, qui mettrait enfin un terme à une monstrueuse iniquité, permette d'asseoir une société au service de l'homme.

Le capitalisme a cessé de donner un sens à la vie : c'est une évidence pour des centaines de millions de travailleurs, pour des millions d'étudiants, en Europe et aux Amériques.

Le type de société qui redonnera un sens à la vie, c'est à nos yeux, un socialisme qui additionnerait la rationalité économique à la démocratie politique et sociale la plus large. Un socialisme souriant, oui. Un socialisme qui s'assigne comme but le bonheur des hommes.

Je rêve ? Mais lisez donc les statuts adoptés par le 14<sup>e</sup> congrès du **Parti communiste de Belgique** : le bonheur matériel et moral des hommes, leur plein épanouissement — tout cela y figure expressément.

Sans doute sommes-nous encore éloignés de cet objectif. Mais en Tchécoslovaquie par contre, l'objectif était — et est encore — proche. L'appropriation collective des moyens de production y est un fait vieux de vingt ans, et incontesté par le peuple. Ce que les communistes tchécoslovaques, appuyés par leur peuple, ont entrepris d'y ajouter, c'est une coloration conforme aux particularités de leur pays — le seul de tous les Etats ayant instauré le socialisme qui avait connu naguère la démocratie bourgeoise, et où la classe ouvrière avait pu conquérir d'appréciables libertés.

Il ne s'est pas agi à Prague de choisir la liberté en abandonnant le socialisme, mais d'unir les deux. L'expérience, rendue à la fois plus nécessaire et plus difficile par les fautes de la période novotnienne, était en cours, et le Parti communiste la dirigeait. Avec les risques que comporte toute rénovation, toute révolution. Mais avec des risques auxquels la confiance retrouvée de la classe ouvrière ôtait le caractère d'une menace contre le régime socialiste.

L'expérience tchécoslovaque nous paraît donc non seulement légitime, mais des plus salutaires. Et c'est une fausse alternative que d'opposer la capacité de lutte contre l'impérialisme au développement de la démocratie socialiste. Car seule une participation plus large des masses au pouvoir rendra le socialisme invulnérable.

C'est la raison pour laquelle, fidèles à nous-mêmes, nous nous sommes déclarés solidaires des communistes tchécoslovaques. C'est la raison pour laquelle nous tenons à préciser, à l'occasion de notre XIX<sup>e</sup> congrès (il se tiendra à la mi-novembre à Ostende) que le socialisme que nous voulons est un socialisme enrichi de toutes les traditions démocratiques de chez nous. Mieux encore : nous disons que c'est en continuant à élargir cette démocratie que nous conquerrons le socialisme. Si nous réclamons le contrôle ouvrier à tous les échelons de l'économie, si nous avons lancé l'idée d'une assemblée des élus wallons, si nous plaidons pour le fédéralisme, c'est dans le but de donner plus de pouvoirs aux travailleurs contre la bourgeoisie monopoliste. Et c'est, en fin de compte, pour promouvoir la lutte des masses populaires en faveur d'une démocratie socialiste.

Ah ! sans doute faudra-t-il encore beaucoup réfléchir à tout cela. Et surtout, beaucoup agir.

Mais on peut croire que le choc d'août engagera les communistes belges à assurer à leur prochain congrès un dynamisme politique sans précédent.

(Nd'E : les passages abîmés au centre de l'article ont été reconstitués sur base de l'édition originale)

Le Drapeau Rouge, 13-09-1968

## La voie belge au socialisme

# DEMOCRATIE ET PLURALISME

**L**A marche au socialisme se fera chez nous par le développement d'une lutte des masses populaires qui permettra d'élargir et de rénover la démocratie, de la transformer en une démocratie véritable, en une démocratie socialiste.

C'est une perspective que nous avons tracée à maintes reprises dans nos congrès mais comme les plus belles thèses et résolutions risquent toujours de rester lettre morte si on n'en précise pas ensuite la portée, il est nécessaire de montrer beaucoup plus clairement que nous ne l'avons fait jusqu'ici ce que cette perspective offre aux travailleurs de notre pays, aux différents couches laborieuses de la population.

En Belgique, le 1<sup>er</sup> mai a rappelé la semaine dernière, la marche vers le socialisme s'effectuera avec le concours de couches sociales très larges. Les salariés et appointés, qui constituent dès maintenant la grosse majorité de la population, réaliseront des alliances non seulement avec la paysannerie travaillant et les membres des classes moyennes (travailleurs (politi, commerçants, artisans, etc.) mais aussi avec les intellectuels, les étudiants, les jeunes, les travailleurs intellectuels (cadres, techniciens, scientifiques, etc.) dont les intérêts, les préoccupations sont, évidemment, tout au moins, similaires à ceux de la classe ouvrière parce qu'ils participent au même titre que les travailleurs manuels au processus productif, tout en étant exclus comme eux de la rationalité et des luttes de la production.

Et ces alliances se réalisent forcément aussi sur le plan politique : par la coopération de toutes les organisations, de tous les partis qui expriment les aspirations des couches de la population intéressées à mettre fin au joug des puissances d'argent — par leur lutte commune sur un programme commun qui se fixera pour but de dépasser les limites de la coalition des structures capitalistes opposé au progrès et au bonheur des hommes.

**C**ETTE perspective d'une lutte commune de plusieurs formations politiques ne diminue en rien le rôle que le parti communiste devra y assumer parce qu'il a une vision globale du mouvement de l'histoire, de la marche au socialisme avec toutes les organisations ouvrières et démocratiques.

Mais cette collaboration de plusieurs partis — dont l'existence répond aux traditions de notre pays et aux aspirations des différentes couches de la population laborieuse — constitue chez nous une condition nécessaire pour avancer vers le socialisme, pour réduire peu à peu les positions détenues par les trusts et les holdings et pour renverser finalement le capitalisme. Pour les mêmes raisons, cette collaboration restera nécessaire pour édifier le socialisme, un régime qui ne vise pas seulement à fournir un bien-être matériel accru aux hommes mais qui se fixe aussi et encore plus pour but de leur permettre de déployer pleinement leurs capacités personnelles, d'exercer des activités répondant à leurs aspirations, de se sentir à l'aise dans la vie et dans la société.

Ce pluralisme ne doit pas seulement être considéré comme une nécessité qu'il faut accepter parce que les traditions historiques de notre pays nous y contraignent. Il peut présenter, à certains égards, des avantages réels. Il peut constituer une garantie du bon fonctionnement de la société socialiste. La collaboration loyale de plusieurs partis unit dans une volonté commune d'édifier une société nouvelle mais différant parfois d'avis sur les mesures à appliquer dans ce but peut stimuler la recherche des solutions les plus adéquates, favoriser les confrontations

d'idées qui resteront nécessaires dans une société socialiste pour assurer sa progression harmonieuse, l'adaptation constante de ses structures politiques aux transformations qui s'opèrent dans ses structures économiques et sociales au fur et à mesure qu'elle se développe.

**C**ETTE liaison intime entre la lutte pour l'élargissement de la démocratie et la lutte pour le socialisme n'apparaît pas seulement nécessaire pour le succès des combats que les travailleurs doivent mener pour renverser le capitalisme. Elle la restera intacte, car c'est seulement à cette condition que la société nouvelle que nous voulons construire répondra à l'impératif que nous nous en faisons, qu'elle démontrera que le socialisme et la liberté sont inséparables. La suppression de l'exploitation capitaliste constitue certes une condition nécessaire de la liberté véritable. L'abolition de la propriété privée des grands moyens de production n'assure toutefois pas à elle seule et automatiquement l'épanouissement de la démocratie socialiste.

Le 20<sup>e</sup> Congrès a déjà montré qu'à cet égard les fautes avaient été commises, qu'il y avait des erreurs graves, qu'il y avait eu des fautes commises dans un pays socialiste. Et la situation qui s'était créée en Tchécoslovaquie pendant la période qui est aujourd'hui qualifiée de « novotnienne » l'a confirmé. La façon dont y étaient compris le rôle et le fonctionnement du parti, les rapports du parti et de l'Etat, leurs rapports avec la classe ouvrière, les masses populaires et l'opinion publique était arrivée à défigurer le visage du socialisme.

C'est cela que Dubcek et ses compagnons entreprennent de corriger après avoir pris la direction du parti communiste l'hiver dernier et leur analyse des fautes commises à l'époque de Novotny doit être méditée. « La démocratie socialiste n'a pas été élargie à temps », souligne le nouveau « programme d'action » du parti adopté en avril. « Les méthodes de dictature révolutionnaire ont dégénéré en bureaucratie et sont devenues un obstacle à l'évolution dans tous les secteurs de notre vie... Les méthodes de direction centralistes et administratives utilisées dans la lutte contre les séquelles de la bourgeoisie et lors de la consolidation du pouvoir ont été injustement transposées à l'époque ultérieure d'évolution et graduellement elles se sont transformées en un système bureaucratique ».

Cette constatation est importante car elle fait apparaître que pour assurer l'épanouissement de la société socialiste, il ne suffit pas de corriger des erreurs qui avaient pu se produire à un moment donné, de mettre un terme à des pratiques qui étaient erronées, même à l'époque où elles avaient été appliquées — comme le PCUS le fit au lendemain de son 20<sup>e</sup> Congrès en mettant fin aux erreurs les plus manifestes et aux violations flagrantes de la légalité socialiste commises sous l'influence de ce qui fut appelé le « culte de la personnalité ».

Le problème est beaucoup plus vaste. Il naît de la nécessité constante d'adapter les structures politiques, les formes d'organisation et les méthodes de direction du parti, de l'Etat, de toutes les sphères de la vie sociale aux transformations qui se produisent dans la société socialiste au fur et à mesure que les forces productives s'y développent, que le niveau culturel de la population s'élève, que des nouvelles générations entrent en scène et prennent une importance croissante dans la vie du pays.

C'est pour cela qu'une exigence de renouveau se manifeste dans tous les pays socialistes, comme elle se manifeste par ailleurs dans le mouvement ouvrier tout entier en fonction des transformations qui se produisent partout dans le monde.

**A** notre avis, les problèmes posés par la nécessité constante de s'adapter aux transformations qui se produisent dans la société socialiste ne peuvent être résolus par un développement continu de la démocratie. C'est dans ce sens que nos congrès ont indiqué qu'il fallait s'engager pour résoudre les problèmes qui surgissent dans notre pays. Et il nous semble qu'il en va de même pour ceux qui se posent dans les pays socialistes.

C'est dans cette voie, dans tous les cas, que s'orientera la nouvelle direction du parti communiste tchécoslovaque dont le programme d'action se fixe pour but de développer résolument la démocratie — dans le parti comme dans toutes les sphères de l'activité sociale.

C'est pour cela qu'elle précise que le rôle d'un parti communiste n'est pas de dominer la société, d'imposer son autorité mais de la gagner constamment par ses actions. « Le rôle dirigeant du parti a souvent été compris comme une concentration monopoliste du pouvoir dans les organes du parti. Cela correspondait à la thèse fautive que le parti est l'instrument de la dictature du prolétariat. Cette conception infantile a affaibli l'initiative et la responsabilité des institutions étatiques, économiques et sociales... Le but du parti n'est pas de lier toutes les organisations et tous les pas dans la vie par ses directives. Sa mission est avant tout d'éveiller l'initiative socialiste, de montrer la voie et les réelles possibilités des perspectives communistes et, par une activité systématique de persuasion et l'exemple personnel des communistes, de gagner à ces perspectives tous les travailleurs ».

C'est pour cela aussi que le PCT a voulu donner une vie réelle à l'Assemblée nationale, qui doit être « un parlement socialiste avec toutes les fonctions qui sont siennes dans une république démocratique, une assemblée qui décide vraiment des lois et des questions politiques importantes et ne se borne pas à approuver des projets soumis ».

C'est pour cela qu'il a réexaminé les tâches des syndicats en indiquant que leur rôle n'est pas de soutenir l'exécution de directives mais de défendre les intérêts des travailleurs. Et qu'il prit l'initiative de créer, dans les entreprises, des conseils ouvriers dotés de pouvoirs de contrôle importants et du droit de désigner les cadres dirigeants.

C'est dans le même esprit qu'il exprima son refus d'intervenir dans la vie culturelle par des moyens administratifs et bureaucratiques en soulignant que « la création artistique ne doit pas être soumise à une censure ». Et qu'il déclara que l'idéologie bourgeoise doit être combattue « par une lutte idéologique ouverte à la vue du peuple tout entier. On ne peut gagner des gens avec l'effort de la politique du parti que par des informations vraies et complètes... »

**C**ETTE volonté de renouveau démocratique que nous a semblé d'autant plus intéressante que les perspectives tracées par la nouvelle direction du PCT rejoignent dans une large mesure celles que notre parti propose en Belgique, les idées qui ont à maintes reprises été développées dans nos congrès.

Ces mesures de démocratisation suscitent par contre des méfiances croissantes dans certains pays socialistes, en Union soviétique tout spécialement. Les conceptions de Dubcek et de ses compagnons s'écartent certes de celles de la direction du PCUS sur beaucoup de points — en ce qui concerne la façon dont le parti exerce son rôle dirigeant, l'utilité de conseils ouvriers, la liberté de création littéraire et artistique, le contrôle des moyens d'information notamment. Mais les conditions spécifiques de la Tchécoslovaquie et de l'Union soviétique sont, elles aussi, fort différentes peut-on croire.

La violence des critiques formulées contre « l'expérience tchécoslovaque » incite dès lors à supposer qu'elles reflètent des divergences de vue beaucoup plus profondes — ce que l'insuccès du traité du 21 août a tragiquement confirmé. Et l'on peut se demander si les difficultés que rencontre encore, en Union soviétique et dans certains autres pays socialistes, le processus de démocratisation entamé par le 20<sup>e</sup> Congrès n'explique pas, au moins en partie, l'attitude des dirigeants soviétiques.

C'est un problème que Togliatti avait déjà évoqué dans le « mémorial de Yalta » qu'il rédigea à la veille de sa mort. « Le problème qui attire le plus d'attention quant à l'Union soviétique et aux autres pays socialistes », écrivait-il, « est tout particulièrement le problème du dépassement du régime de limitation et d'abolition des libertés démocratiques et personnelles qui avait été instauré par Staline. L'impression est qu'il y a une lenteur et une résistance à en revenir aux règles leninistes qui assurent, dans le parti et en dehors du parti, une large liberté de discussion et de débat, dans le domaine de l'art et de la culture, et même sur le plan politique. Cette lenteur et cette résistance, nous la comprenons difficilement, surtout si nous tenons compte des circonstances présentes où l'enclercement capitaliste n'existe plus et où la construction socialiste a remporté des succès grandioses ».

C'est un problème, ajoutait-il, qu'il faut avoir le courage d'affronter avec un esprit critique si on veut créer la base d'une meilleure compréhension au sein du mouvement communiste.

Les frontières du socialisme ne s'arrêtent en effet pas à celles des pays qui ont supprimé l'exploitation capitaliste. Elles englobent tous ceux qui, dans le monde, luttent contre le capitalisme et l'impérialisme. Une erreur aussi terrible que l'intervention militaire en Tchécoslovaquie ne porte dès lors pas seulement atteinte au prestige des pays qui l'ont commise. Elle risque de jeter également le discrédit sur l'ensemble du mouvement communiste, de rendre plus difficile la lutte engagée pour le socialisme.

C'est pour cela qu'il ne suffit pas que nous exprimions notre désapprobation de cette intervention en même temps que nous réaffirmons notre solidarité avec les communistes tchécoslovaques qui poursuivent leur effort de renouveau dans des conditions particulièrement difficiles.

Il faut aussi que nous montrions, par l'action que nous mènerons dans notre propre pays, notre volonté et notre capacité de développer la lutte que nous y avons engagée pour la paix et pour le socialisme.

Pierre JOYE.